

ICOMOS

LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL UNESCO
Mission de suivi réactif

**QUARTIER HISTORIQUE DE LA VILLE DE
COLONIA DEL SACRAMENTO**

Uruguay

Rapport de la mission ICOMOS, 9 - 11 juin 2008

Edgardo J. Venturini

Juin 2008

CONTENU

REMERCIEMENTS

1. RÉSUMÉ

2. ANTÉCÉDENTS DE LA MISSION

Le site: inscription, critères.
Justification de la mission de suivi réactif

3. POLITIQUE NATIONALE POUR LA PROTECTION ET LA GESTION DU BIEN DU PATRIMOINE MONDIAL

Législation
Cadre institutionnel
Structure de gestion

4. ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DU BIEN

Examen du maintien des valeurs ayant justifié l'inscription du bien sur la liste du patrimoine mondial
Le plan de gestion du bien
Le projet « Marinas del Sacramento »

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

6. ANNEXES

Composition de la mission
Programme
Cartes, plans
Photographies
Documents

REMERCIEMENTS

La mission de suivi réactif à Colonia del Sacramento (Uruguay) a été réalisée du 9 au 11 juin 2008. L'auteur de ce rapport tient à remercier toutes les institutions publiques et privées ainsi que les personnes ayant contribué au bon déroulement de la mission.

Il faut souligner tout particulièrement que la mission n'aurait pas été possible sans l'incalculable collaboration de M. l'architecte Andrés Mazzini, membre de la Commission Nationale du Patrimoine Culturel de l'Uruguay et secrétaire du Conseil Exécutif Honoraire pour la Ville de Colonia del Sacramento. M. Mazzini a été chargé de l'organisation du programme de la mission et de l'assistance technique. Il a accompagné le représentant de l'ICOMOS à Colonia et à Montevideo.

Par ailleurs, la mission tient à remercier le Gouvernement départemental de Colonia et M. Walter Zimmer, Maire du Département de Colonia, par son appui à la mission et l'aide technique apportés pendant le séjour à Colonia del Sacramento.

1. RÉSUMÉ

Le Quartier Historique de la ville de Colonia del Sacramento (Uruguay) a été inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial en 1995 sur la base du critère iv. Depuis cette date, le site a connu un essor touristique très important avec un nombre de visiteurs qui dépasse 1.500.000 de personnes par an. Ce phénomène a entraîné des changements dans l'utilisation des bâtiments du Quartier - La hausse des prix des propriétés a donné lieu à un processus de dépeuplement très important. En 1975, le Quartier comptait 1.290 habitants ; en 1995, 763 habitants ; en 2005, 330 habitants. Cela veut dire que le Quartier a perdu une grande partie de son caractère résidentiel au profit des activités touristiques (commerce, gastronomie, hôtellerie) (voir plan 4). Au même moment, des entrepreneurs privés ont proposé des projets de développement touristique qui ont un impact sur le site et la zone tampon : projet d'hôtel – casino dans les bâtiments de l'ancienne Préfecture maritime et ses environs (vieux port, évalué par des missions de l'ICOMOS en 2002 et 2004) et projet de port de plaisance sur la Baie dans le secteur nord de la zone tampon.

Dans ce contexte, le but principal de cette mission de suivi réactif est d'évaluer l'état de conservation du Quartier Historique de Colonia del Sacramento, et plus particulièrement :

- La révision du projet de port de plaisance « Marinas del Sacramento » et son impact sur la valeur universelle exceptionnelle, l'authenticité et l'intégrité du site du patrimoine mondial, de la zone tampon et des aires inscrites sur la Liste Indicative.
- Les progrès accomplis dans le processus de formulation du plan de gestion du site du patrimoine mondial, de la zone tampon et des aires inscrites sur la Liste Indicative.

La mission a eu lieu du 9 au 11 juin 2008.

Le cadre légal s'avère adéquat au niveau national et local. Cependant l'absence d'un plan de gestion intégrale du site représente un problème qu'il faut résoudre à court terme pour assurer les meilleures conditions normatives et opérationnelles à la conservation durable du site.

Pour ce qui concerne le cadre institutionnel, les divers niveaux de l'administration nationale et locale impliqués dans la conservation du site sont adéquats. Toutefois, il serait nécessaire de créer une autorité spécifique pour la gestion du site capable de mettre en œuvre le plan de gestion et articuler les activités entre les divers acteurs impliqués dans le processus de conservation du Quartier Historique.

Le Quartier Historique a conservé les caractéristiques qui ont permis d'établir sa valeur universelle exceptionnelle ainsi que son authenticité et son intégrité. Cependant, on a pu vérifier certaines situations particulières dont le manque d'entretien et l'absence d'interventions appropriées qui peuvent constituer une menace pour le patrimoine bâti. .

Le projet « Marinas del Sacramento », en raison de son emplacement sur la Baie, dans la zone tampon à proximité du Quartier Historique, aurait un impact visuel, physique et environnemental qui menacerait la valeur universelle exceptionnelle et les conditions d'authenticité et d'intégrité du site de Patrimoine mondial et porterait atteinte à la Baie del Sacramento inscrite sur la Liste Indicative de l'Etat partie depuis 2005.

Sur la base de l'analyse et de l'évaluation des questions soumises à la mission, on propose une série de recommandations sur la gestion du site, le plan de gestion, la conservation du cadre bâti et le projet « Marinas del Sacramento ».

2. ANTÉCÉDENTS DE LA MISSION

2.1 Le site: inscription, critères.

Identification du bien : QUARTIER HISTORIQUE DE LA VILLE DE COLONIA DEL SACRAMENTO.

Lieu : Département de Colonia.

État partie : Uruguay.

Zone: 16 ha

Coordonnées : S34 28 4 W57 51 12

Ref: 747

Date de l'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial, le 6 décembre 1995 (XIXème Session du Comité du Patrimoine Mondial à Berlin).

Critères : le bien a été inscrit sur la Liste du Patrimoine Mondial sur la base du **critère (iv)** : « Le quartier historique de la ville de Colonia del Sacramento constitue un témoignage remarquable, par son plan et ses monuments, de la nature et des objectifs d'une ville coloniale européenne, particulièrement au cours de la période déterminante de la fin du XVII^{ème} siècle. »

D'autre part, il faut rappeler que l'Uruguay a inscrit la **ZONE INSULAIRE ET LA BAIE DE COLONIA DEL SACRAMENTO** sur la **Liste Indicative**, conformément aux renseignements suivants :

Date de soumission : 24/02/2005

Critères:(iv) : La Zone insulaire et la Baie de Colonia del Sacramento constituent un exemple extraordinaire d'utilisation humaine d'un paysage maritime-terrestre.

(v) : La Zone insulaire et la Baie de Colonia del Sacramento constituent un exemple éminent d'utilisation des ressources de l'environnement maritime et de l'interaction humaine avec le milieu maritime et terrestre.¹

Catégorie : Culturel

Soumission préparée par : Ministère de l'Education et la Culture

Coordonnées : Point A (Hornos terre) 34° 25' 00'' S 57° 53' 42'' W - Point B (Hornos eau) 34° 25' 00'' S 57° 55' 30'' W - Point C (Farallón): 34° 29' 18'' S 57° 55' 30'' W - Point D (Pta. Negra eau): 34° 29' 18'' S 57° 46' 42'' W - Point E (Pta. Negra terre) 34° 28' 18'' S 57° 46' 42'' W

Ref.: 2034

Description: La Baie et les îles de Colonia del Sacramento représentent la zone tampon de l'établissement portugais inscrit sur la Liste du Patrimoine Mondial le 6 décembre 1995. En même temps, elles seraient le complément de la zone tampon existante en surface terrestre, réservoir des témoignages historiques de la vie rurale. Prise dans son ensemble, la zone totale constitue un exemple singulier de la vie quotidienne de la colonie, tant en mer qu'à la ville et à la campagne.

2.2 Justification de la mission de suivi réactif

Le Quartier Historique de Colonia a été inscrit sur la Liste de Patrimoine Mondial le 6 décembre 1995 lors de la XIX^{ème} session du Comité du patrimoine mondial à Berlin.

En 1997, le Commandement Général de l'Armée de l'Uruguay fait un appel d'offre public international pour la vente du bâtiment de l'ancienne Préfecture du port de Colonia. Le bâtiment occupe l'emplacement de la Douane et de l'Arsenal du XVIII^{ème} siècle et, selon l'inventaire de 1988, il est « d'une grande qualité », placé dans un lieu significatif de débarquement pendant les périodes portugaise et espagnole. Il est entouré de bâtiments et de lieux de grande valeur historique et architecturale, dont l'emplacement de l'ancien embarcadère, la maison Shaw (riche

¹ Traduction de l'original anglais faite par l'auteur du rapport.

ensemble de bâtiments du XIXe siècle) et la maison de Juan del Águila (construction portugaise d'habitation et de commerce du XVIIIème siècle actuellement occupée par le Musée Espagnol).

L'appel d'offre public a été gagné par Buquebus « Los Cipreses S-A ». L'entreprise a envisagé un projet de complexe touristique portuaire, incluant un hôtel 5 étoiles, des centres commerciaux, un secteur de divertissements et d'activités culturelles, un passage piéton près de la rivière et une série de nouveaux quais. Tel que présenté, le projet a été considéré comme inadmissible dans le contexte du Quartier Historique de Colonia. En février 2002, un nouveau projet est présenté et l'État partie demande une mission au Comité du Patrimoine mondial pour évaluation. La mission a été réalisée en avril 2002. Le Comité du Patrimoine mondial, lors de sa 26ème session à Budapest, a recommandé à l'État partie d'impliquer davantage la communauté locale dans la finalisation du plan de gestion du site et que l'important projet proposé par la compagnie Buquebus soit reporté jusqu'à ce qu'une évaluation adéquate du projet soit disponible.

À sa 27ème session (Paris, 2003) le Comité du Patrimoine mondial prend note des recommandations de la mission de ICOMOS et de la réponse de l'État partie ; invite l'État partie à procéder à la révision du projet de l'hôtel - casino suivant les recommandations de la mission d'ICOMOS en consultation avec le Comité ; encourage l'État partie à entreprendre la préparation du plan directeur et du plan de gestion du site de patrimoine mondial avec la participation de toutes les institutions compétentes et de la communauté locale ; et demande à l'Etat partie de soumettre au Centre du Patrimoine mondial un rapport sur la mise en œuvre desdites recommandations.

Une nouvelle mission d'ICOMOS a eu lieu en mai 2004 et le Comité du Patrimoine Mondial, à sa 28ème session à Suzhou, ayant pris note des commentaires et du rapport de l'ICOMOS, félicite l'État partie d'avoir suivi les recommandations et de rendre opérationnelle la Commission pour le plan de gestion de Colonia, demandant à l'État partie de soumettre un nouveau rapport sur les progrès de la mise en œuvre desdites recommandations.

À sa 29ème session à Durban (2005), le Comité du Patrimoine mondial demande à l'État partie d'informer le Centre du Patrimoine mondial de la révision du projet d'hôtel – casino et de la préparation du plan de gestion.

D'autre part, en janvier 1995 le ministère des Transports et des Travaux Publics (MTOP) de l'Uruguay fait un appel d'offre public international pour la construction d'un port de plaisance à Colonia. L'entreprise MITC Handellsgesellschaft m.b.H. gagne l'appel et constitue la société « Marinas del Sacramento S.A. » avec la participation de Buquebus « Los Cipreses S.A. » (M Juan Carlos López Mena, président de Buquebus, est nommé président de « Marinas del Sacramento S.A. »). En mai 1996, le MTOP crée une commission spéciale pour l'étude du projet composée par la Direction Nationale d'Hydrographie, le ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, la Mairie de Colonia, le ministère du Tourisme et la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation. En mai 1997, en novembre 1997 et en février 1998, la commission spéciale formule des observations sur le projet. En décembre 1998, le contrat de concession est signé avec

l'approbation du Pouvoir Exécutif de la Nation. Entre février 1999 et décembre 2001, « Marinas del Sacramento S.A. » a développé le projet exécutif portuaire et a commencé les procédures de l'évaluation de l'impact environnemental auprès de la Direction Nationale de l'Environnement (DINAMA). Cette démarche n'a pas été finalisée par l'entreprise, d'après les renseignements recueillis à la DINAMA lors de la réunion qui s'est tenue le 11 juin 2008, puisque l'entreprise n'a pas répondu aux observations et à la demande de renseignements complémentaires de mai 2000 (voir Annexe Documentaire, document de la *División Evaluación de Impacto Ambiental* du 4 décembre 2001).

Entre 2000 et août 2006, le projet est suspendu jusqu'à ce que « Marinas del Sacramento S.A » le présente de nouveau auprès du MTOP et de la Mairie de Colonia, sans toutefois avoir répondu aux observations formulées par la DINAMA dans l'évaluation de l'impact environnemental et qui sont restées sans réponses à ce jour.

Il convient de souligner que l'État partie a inscrit, entre-temps (février 2005), la Baie de Sacramento et la Zone Insulaire sur la Liste Indicative sans faire mention de l'existence du projet au bord de la Baie.

En décembre 2006, le projet est envoyé par la Mairie de Colonia au Conseil Exécutif Honoraire, organisme qui demande à la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation de solliciter une mission auprès du Comité du Patrimoine mondial car le projet se situe dans la zone tampon du site du patrimoine mondial et que la Baie est inscrite sur la Liste Indicative.

En mars 2008, la Société San Gabriel informe le Directeur du Centre du Patrimoine mondial de l'état d'abandon des bâtiments achetés par Buquebus pour la construction de l'hôtel – casino. Elle rappelle également la relation entre ce projet et celui de « Marinas del Sacramento S.A. » et demande l'intervention du Centre du Patrimoine mondial.

Les derniers documents montrent qu'il n'y a pas d'accord sur le projet entre les organismes nationaux et locaux et les référents de la communauté locale.

A tout cela, il faut ajouter que le site ne compte pas encore de plan de gestion intégrale qui pourrait servir de cadre au projet en cours d'évaluation..

Dans ce contexte, le but principal de cette mission de suivi réactif est d'évaluer l'état de conservation du Quartier Historique de Colonia del Sacramento, et plus particulièrement :

- La révision du projet de port de plaisance « Marinas del Sacramento » et son impact sur la valeur universelle exceptionnelle, l'authenticité et l'intégrité du site du Patrimoine mondial, de la zone tampon et des aires inscrites sur la Liste Indicative.
- Les progrès accomplis dans le processus de formulation du plan de gestion du site du Patrimoine mondial, la zone tampon et les aires inscrites sur la Liste Indicative..

3. POLITIQUE NATIONALE POUR LA PROTECTION ET LA GESTION DU SITE DU PATRIMOINE MONDIAL

3.1 Législation

1. DÉCRET 618/68 du Pouvoir Exécutif sur la préservation et la restauration de la ville ancienne de Colonia del Sacramento. L'article. 1 ° crée le Conseil Exécutif Honoraire des Oeuvres de Préservation et de Reconstruction de la ville ancienne de Colonia del Sacramento.

L'article 2 ° établit les tâches de Conseil Exécutif Honoraire.

L'article 4 ° crée le Patronat des Oeuvres de Préservation et de Reconstruction de Colonia del Sacramento.

L'article 5 ° établit les tâches du Patronat.

L'article 7 ° crée le Fonds National pour la préservation et la reconstruction de la ville ancienne de Colonia del Sacramento.

Date: le 10 octobre 1968.

2. LOI 13.835. Dans son article 187 °établit les limites du Quartier Historique de la ville de Colonia, situé dans la pointe de la péninsule et délimité par la rue Ituzaingó vers l'ouest et encadrée par le Río de la Plata.

Date : le 7 janvier 1970.

3. LOI 14.040 de création de la Commission du Patrimoine Historique Artistique et Culturel de la Nation dans le cadre du ministère de l'Education et de la Culture.

Date de sanction : le 14 octobre 1971. Date de promulgation : le 20 octobre 1971.

4. DÉCRET 536/72 réglementaire de la Loi 14.040. Il règle la composition et le fonctionnement de la Commission du Patrimoine Historique Artistique et Culturel de la Nation.

Date : 1 ° d'un août 1972.

5. RÉSOLUTION 989/76 de la Présidence de la République déclarant comme monuments historiques des biens culturels situés dans le Département de Colonia. La résolution inclue le tracé urbain et les rectifications de l'ancienne Colonia del Sacramento, y compris les rues, les places, les avenues, les espaces libres et l'environnement assigné dans la pointe de la péninsule de la ville de Colonia, délimitée par la rue Ituzaingó vers l'ouest et encadrée par le Río de la Plata. De la même manière, le secteur des murailles de l'ancienne Colonia del Sacramento, les Bastions St Pierre, Saint-Michel et du Drapeau, l'édifice de l'ancienne Caserne et Douane, l'édifice de la Caserne de Dragons, l'édifice de l'ancien commandement de la Marine, les ruines du Couvent San Francisco, l'Église du Saint Sacrement, la Maison de Palacios, la Maison de Terrasse (Maison de l'Amiral Brown, actuel siège du Musée Municipal) et de son environnement, la Maison dénommée "du Virrey", la Maison de Ríos, la Maison de Juan del Águia, la Maison dans laquelle Juan Antonio Lavalleja vivait, la maison placée dans le cens 130 - terrain 4 - îlot 821, la maison placée dans le cens 224 - immeuble 17 - îlot 1, la maison placée dans le cens 225 - immeuble 18 - îlot 1, les maisons placées dans les rues des Soupirs et St Pierre (des cens 190, 191, 192 et 193 - immeubles 6, 7, 8 et 9- îlot 227), les édifices de

l'ancienne "Fabrique de Savons Caracciolo" et une cheminée existante, l'édifice placé dans les cens 7 et 8 - immeubles 3 et 4 –îlot 202.

Date : le 24 août 1976.

6. RÉOLUTION 398/79 de l'Intendance Municipale de Colonia. Il s'agit d'une ordonnance sur la hauteur des constructions dans l'aire urbaine de Colonia. Elle établit que dans la zone comprise entre la rue Ituzaingó et le Río de la Plata, il ne sera pas autorisé de construction qui dépasse deux niveaux et/ou neuf mètres de hauteur en soulignant que chaque cas sera étudié en particulier.

Date : le 6 décembre 1979.

7. RÉOLUTION 311/82 de l'Intendance Municipale de Colonia. Une ordonnance d'oeuvres dans le Quartier Historique de Colonia.

Date : le 27 septembre 1982 se référant à la construction d'ouvrages d'architecture.

8. LOI 15.819. Création du Conseil Exécutif Honoraire des Oeuvres de Préservation et de Reconstruction de l'Antigua Colonia del Sacramento. Elle établit les attributions du Conseil et crée le Fonds pour la Préservation et la Reconstruction de l'Antigua Colonia del Sacramento.

Date publication : 15 août 1986.

9. RÉOLUTION 564/98 du Président de la République. Déclarations comme monuments historiques de tous les immeubles du Quartier Historique non compris dans la Résolution 986/76.

Date : 21 juillet 1998.

10. DÉCRET 419/91 de la Présidence de la République. Il établit la composition du Conseil Exécutif Honoraire, son fonctionnement et des ressources assignées pour sa gestion.

Date : le 14 août 1991.

11. DÉCRET 87/95 du Conseil Départemental de Colonia. Création des aires piétonnes dans le Quartier Historique.

Date : le 17 novembre 1995.

12. DÉCRET du Conseil Départemental de Colonia. Création de la zone tampon.

Date : le 12 janvier 1996.

13. DÉCRET 137/03 du Conseil Départemental de Colonia. Établit les conditions d'édification dans la zone tampon.

Date : le 29 août 2003.

3.2 Cadre institutionnel

La gestion du Quartier Historique de Colonia revient à divers organismes tant au niveau national que local.

Au niveau national :

Ministère de l'Éducation et de la Culture (MEC). Le Ministère est chargé des politiques concernant la protection, la conservation, la réhabilitation et la mise en valeur du patrimoine culturel de la Nation.

La Commission du Patrimoine Culturel de la Nation (CPCN). Créée par la Loi 14.040 (1971), la CPCN fonctionne dans le cadre du MEC. Ses objectifs principaux sont : conseiller le Pouvoir Exécutif de la Nation sur les biens déclarés monuments historiques et surveiller la conservation des monuments et leur promotion sociale. D'après la loi de création, la Commission est composée par : le Directeur du Musée Historique National, le Directeur de l'Archive Général de la Nation, le Directeur de la Bibliothèque Nationale, le Directeur du Musée des Beaux Arts, un représentant du ministère de l'Éducation et la Culture, un représentant de la Faculté d'Architecture, un représentant de la Mairie de Montevideo, un représentant des Mairies de l'intérieur du pays, un représentant du ministère des Affaires Étrangères, un représentant de l'Institut Historique et Géographique, un représentant de la Société d'Archéologie et un représentant de l'Institut National de Numismatique.

Au niveau départemental :

Le Conseil Exécutif Honoraire (CEH). Créé par la Loi 15.819 (1986), le Conseil est composé de 7 membres nommés par le Pouvoir Exécutif de la Nation. C'est l'organisme chargé de la protection, de la conservation, de la réhabilitation et de la mise en valeur de tous les sites et monuments du Département de Colonia, y compris du Quartier Historique patrimoine mondial.

Au niveau local :

La Mairie de Colonia. Dans sa fonction de gouvernement local, la Mairie est responsable de la planification urbaine et des normes régissant l'utilisation du sol et l'édification, ainsi que des services publics et de l'entretien et de la propreté du secteur sauvegardé.

D'ailleurs, au niveau local il existe des organisations non gouvernementales qui expriment les intérêts et les points de vue de la population locale du Quartier Historique. C'est le cas de la **Société Saint Gabriel**, active dans le domaine de la protection de l'environnement et du patrimoine historique de l'ancienne ville de Colonia. Et aussi du **Groupe des Amis du Quartier Historique de Colonia del Sacramento** (GADBHI), organisation civile dont les objectifs visent la protection et diffusion du patrimoine culturel, l'articulation entre des divers acteurs sociaux concernés par le Quartier Historique ainsi que la formation permanente des habitants du secteur.

3.3 Structure de gestion

Pour ce qui concerne la structure de gestion du site de patrimoine mondial, il n'existe pas d'autorité clairement nommée gestionnaire du site, douée de l'autorité nécessaire pour organiser le Plan de Gestion intégrale du site et coordonner les

interventions des divers acteurs publics et privés concernés par le Quartier Historique de Colonia, mais aussi pour assurer l'adoption et la mise en œuvre de recommandations visant la protection et conservation du Patrimoine mondial.

En fait, tel que souligné ci-dessus, le Conseil Exécutif Honoraire doit s'occuper de tous les biens patrimoniaux du Département de Colonia, ce qui ne lui permet pas de centrer son activité exclusivement sur l'ancienne ville de Colonia. D'autre part, le caractère honoraire de ses membres les empêche de se consacrer pleinement à la gestion du site de patrimoine mondial.

La Mairie, pour sa part, ne peut pas non plus concentrer son action exclusivement sur le Quartier Historique, étant donné ses responsabilités envers la ville dans son ensemble.

Le rapport périodique présenté en décembre 2002, mentionne le Conseil Exécutif Honoraire, la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation et la Mairie de Colonia comme étant les organismes responsables du bien, mais aucun d'eux ne s'occupe de façon exclusive de la gestion du site, tel qu'il devrait en découler de leurs missions.

Actuellement, la gestion du site du Patrimoine mondial est assurée par le biais d'organismes qui n'ont pas été créés pour cette mission. Il est utile d'ajouter que les frictions entre ces organismes, surtout avec la Mairie, ainsi qu'avec les propriétaires et les entrepreneurs dédiés aux affaires touristiques et foncières ne sont pas rares.

4. ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DU SITE

4.1 Examen du maintien des valeurs ayant justifié l'inscription du bien sur la Liste du Patrimoine mondial

Le Quartier Historique de Colonia del Sacramento est situé sur la portion ouest de la presqu'île. Il est délimité par la rue Ituzaingó vers l'est et entouré par le Río de la Plata (voir plan 1 et photos 1-2). Il a une surface de 16 ha avec une population de 300 habitants permanents. La zone tampon a été établie en janvier 1996 à l'est et au nord du Quartier (voir plans 2-3 et photo 2).

En général, l'état de conservation du site est bon étant un exemple significatif en Amérique Latine de la continuité de l'action d'un organisme comme le Conseil Exécutif Honoraire pendant 40 ans.

Néanmoins il faut souligner certaines situations négatives :

- Mauvais état de conservation de la « Calle de los Suspiros » (rue des soupirs) dont les bâtiments et l'appareillage en pierre montrent des dégâts dus au manque d'entretien au niveau des façades (voir photo 3)
- Mauvais état de conservation des bâtiments propriété de Buquebus – Los Cipreses S.A. situés aux îlots 202 et 203 (ancienne Préfecture et environs près du vieux port). Le projet de l'hôtel – casino (évalué par les précédentes

missions de suivi réactif de l'ICOMOS en 2002-2004) n'a toutefois pas été réalisé et les propriétaires des bâtiments n'ont pas effectué des actions de consolidation et de conservation. Les bâtiments ont subi des dégâts surtout dans les intérieurs et aucune mesure n'a été prise par les organismes publics concernés par la conservation du site. (voir photos 5-6-7-8)

- Prolifération de la tendance à retirer les crépis des façades pour montrer l'appareillage en pierre des bâtiments, ce qui affecte le critère d'authenticité puisque le ravalement était une composante indispensable aux siècles derniers (XVIIIème, XIXème). (voir photos 9-10)
- Tendance à l'emploi de couleurs incompatibles avec le critère d'authenticité du cadre bâti. (voir photos 11-12-13-14). Cela se confirme surtout dans le cas de bâtiments détournés de leur fonction résidentielle au profit des activités commerciales et touristiques.

Il faut mentionner que la Mairie de Colonia, en accord avec le Conseil Exécutif Honoraire, a développé un plan de restriction de la circulation automobile dans le Quartier Historique, améliorant ainsi les conditions de visite du site. De même, il y a eu un contrôle des caractéristiques de l'affichage commercial ainsi que des équipements des cafés et des restaurants déplacés sur les rues piétonnes (voir photos 15-15-17-18).

Il subsiste une question préoccupante, le dépeuplement du Quartier Historique. En raison de la hausse des prix des propriétés dans le secteur, on a pu observer un processus de changement d'usage des logements devenus des résidences secondaires (principalement des habitants des secteurs aisés de la ville de Buenos Aires) et des locaux consacrés aux activités touristiques (gastronomie, commerce) qui menace de déclencher une « gentrification » nuisant à l'authenticité du Quartier Historique. (voir photo19)

4,2 Le plan de gestion du site

Une Commission pour le Plan de Gestion du Quartier Historique de Colonia del Sacramento a été créée en octobre 2003. Cette Commission est composée de représentants des organismes publics nationaux et locaux concernés (Commission du Patrimoine Culturel de la Nation, Conseil Exécutif Honoraire, Mairie de Colonia, Conseil Départemental) ainsi que des représentants des organisations de la communauté locale (Société des Architectes de Colonia et délégués des associations des habitants). La Commission a fonctionné jusqu'au mois de septembre 2007 lorsqu'elle a cessé par une décision de la Mairie de Colonia.

Pendant la période comprise entre mai 2004 et septembre 2006, la Commission a avancé sur les points suivants :

- Diagnostique du Quartier Historique. Travail dans des ateliers avec les habitants du secteur (mars 2005) ;
- Approbation du système de signalétique du Quartier Historique. (voir photo 18) ;
- Actualisation de l'inventaire du patrimoine datant de 1988. Organisation des fiches sur la base de nouveaux critères pour le relevé et l'évaluation indicative des biens (octobre 2005 - octobre 2006). Sur la base de ce travail la Mairie a

développé un CD interactif avec l'appui du Programme URBAL-PAGUS. Le résultat a été présenté en septembre 2007 (une copie du matériel a été déposée au Centre du Patrimoine mondial et une autre au Bureau de l'UNESCO à Montevideo) ;

- Progrès de l'étude de l'utilisation du sol dans le Quartier Historique. Sur la base de cette étude, la Commission a produit un projet d'ordonnance d'utilisation du sol pour contrôler l'expansion des activités commerciales et touristiques face à l'activité résidentielle. Le projet a été soumis à l'approbation du Conseil Départemental de Colonia.

Les activités de la Commission n'ont pas repris à ce jour.

Il est utile de signaler que le Conseil Exécutif, pour sa part, a avancé sur le contrôle de l'activité archéologique avec un suivi dans le cas de travaux publics mais également privés. Par ailleurs, le conseil a établi le contrôle archéologique coïncidant avec la zone tampon, sur la base d'un décret de la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation (février 2005) et après consultation avec M Herman van Hooff au Bureau de l'UNESCO à Montevideo. Dans ce cas, on a adopté le critère selon lequel la zone tampon représente une possibilité de contrôle et de conservation des aspects complétant les caractéristiques et l'information du site du Patrimoine mondial.

Finalement, le Conseil Exécutif a approuvé le protocole des conditions requises pour les fouilles archéologiques et le traitement des matériaux rescapés des prospections ainsi que le protocole pour la présentation des projets d'architecture de tout genre dans le Quartier Historique.

4.3 Le projet « MARINAS DEL SACRAMENTO »

Le projet « Marinas del Sacramento » a été présenté à la mission lors d'une réunion tenue avec les représentants de l'entreprise promoteur (Marinas del Sacramento S.A. – Buquebus - Cipreses S.A.), M López Mena (Président), M Daniel Rocca Balea (Directeur Avocat) et M Julio César Ortega. (Architecte). Pour ce qui concerne le projet (voir plans 8-9 et photos 23-24-25), il s'agit de la construction d'un port de plaisance avec une capacité totale d'amarrage de 400 yachts (minimum 200) sur une surface aquatique de presque 10 hectares. D'autre part, le projet inclue la construction d'un ensemble de bâtiments : hôtel (160 chambres, 12.500 m² + 6.500 m² d'espaces verts), 2 bâtiments à usage multiple (1.500 m² chacun d'eux), bâtiments « A », « B » et « C » à destination commerciale (au rez-de-chaussée) et résidentielle (aux étages) (6.000 m² chacun d'eux), bâtiment à usage multiple face à l'escarpement côtier (4.600 m²), bâtiment de bureaux (2.200 m²), bâtiment nautique (douane, préfecture, 700 m²), 2 bâtiments résidentiels (1.400 m² chacun d'eux), auberge (1.400 m²), parkings (15.000 m²), chaussées automobiles (5.000 m²), espaces verts publics (2.000 m²), espaces verts privés (2.000 m²). Cela signifie que le projet total couvre une surface de presque 17 hectares (équivalent à celle du Quartier Historique situé à proximité). Le port offrira de services spécialisés aux yachts tels que des *fingers* tout le deux yachts, provision d'eau potable, électricité, services de réparation et d'entretien des navires et un business center.

La localisation du projet tel que proposée au moment de l'appel d'offre originale (1995) correspond à un secteur de la côte de la Baie del Sacramento coïncidant avec la limite nord de la zone tampon du Quartier Historique patrimoine mondial. (voir plans 2-5 et photos 2-20). C'est une aire comprise entre la baie à l'ouest et l'escarpement à l'est. L'escarpement constitue une sorte de falaise de 12 mètres (environ) de hauteur, surmontée d'une promenade automobile et piétonne connue sous le nom de « La Rambla Costanera ». Pour ce qui concerne l'emplacement proprement dit, il s'agit d'un secteur de l'ancienne plage et d'une zone marécageuse d'une profondeur de 50 cm (en moyenne) couverte de joncs (voir plan 7 et photos 20-21-22-26). C'est un ancien secteur de plage devenu marécageux après la construction du quai de l'actuel port de plaisance (pointe sud-ouest de la péninsule du Quartier Historique) (voir plan et photo). Du point de vue historique, le site était jadis occupé par des jardins potagers et à l'extérieur des murs de la ville. (voir plan 6)

Le terrain nécessaire à la construction du projet serait gagné par le remplissage du marais avec le matériel extrait du fond marin de la baie au moment des travaux de creusement du bassin portuaire port.

Le projet présente un développement presque exécutif en ce qui concerne l'ingénierie du secteur portuaire, et il a été approuvé par Résolution 118/06 du Président de la République (6 février 2006). (voir Annexe Documentaire)

En ce qui concerne le projet architectural, il n'existe que des esquisses volumétriques et certains niveaux de définitions morphologiques des façades. Il y a eu au moins 3 projets antérieurs à celui présenté lors de la réunion mentionnée ci-dessus. Dans tous les cas, il n'y a pas de développement architectural. Dans la proposition présentée aux membres de la mission, on a abaissé les hauteurs des bâtiments afin qu'ils ne dépassent le niveau de « La Rambla Costanera ». (voir photos 24-25)

L'importance du projet est basée sur le fait que Colonia peut être une destination très importante pour les activités nautiques dans la région du Río de la Plata, Colonia se situant face à la mégapole de Buenos Aires (Argentine) riche d'une navigation sportive pouvant compter plus de 55.000 yachts. Le projet serait l'occasion de placer Colonia dans les circuits internationaux des ports de plaisance, ce qui signifierait une contribution majeure au développement touristique de la ville (devenue la deuxième destination touristique de l'Uruguay après Punta del Este). Ces propos ont été recueillis dans le Plan d'Aménagement Territorial (POT) développé par la Mairie de Colonia, qui a même identifié le projet « Marinas del Sacramento » comme un des projets stratégiques du développement urbain.

Il faut souligner que le projet a une longue histoire depuis janvier 1995 (voir Annexe Documentaire) et qu'à ce jour la procédure d'évaluation de l'impact environnemental auprès de la DINAMA n'est pas terminée (Direction Nationale de l'Environnement de l'Uruguay, chargée d'octroyer les autorisations dans le cas des grands travaux, le projet étant classé « C », c'est-à-dire à grand impact). (voir Annexe Documentaire)

Finalement, il faut noter que lors de la réunion les représentants de Buquebus ont manifesté l'intention de relier le projet « Marinas del Sacramento » à celui de l'hôtel –

casino du vieux port grâce à la construction d'une passerelle élevée sur le bord de la baie de façon à mettre en œuvre les deux projets de manière intégrée (comme s'il s'agissait d'un seul projet). (voir photos 23-24)

Analyse et évaluation

Pour commencer, il faut souligner que la question du développement touristique de Colonia tel qu'il a été proposé dans le projet « Marinas del Sacramento » n'est pas acceptable. Il faut rappeler que l'emplacement du projet se trouve dans la zone tampon du site du Patrimoine mondial et, par ailleurs, dans le cœur de la Baie qui a été inscrite sur la Liste Indicative de l'Etat partie.

Dans ce sens, les propos des représentants du cluster de tourisme de Colonia sont très clairs. Lors de la réunion du 10 juin 2008, ils ont indiqué que le port de plaisance était important pour le développement de Colonia tout en n'écartant pas l'idée de Colonia comme Patrimoine mondial. Ils ont prôné le besoin de conserver l'intégralité de la baie comme faisant partie du site de Patrimoine mondial. En même temps, ils ont proposé que les nouveaux projets puissent contribuer au développement urbain et territorial à l'extérieur du site du Patrimoine mondial avec une croissance vers le nord (vers l'extrême nord de la baie) et vers l'est (hors le Quartier historique et la zone tampon).

Les représentants du ministère du Tourisme ont tenu un discours similaire lors de la réunion du 11 juin à Montevideo. Ils ont expliqué que le Ministère est très intéressé par les propositions de développement touristique à Colonia, mais en privilégiant la protection du caractère patrimonial et environnemental de la ville ancienne et de la baie. Les membres de la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation se sont exprimés dans ce sens au cours de la réunion à laquelle participait Madame la Ministre de l'Education et de la Culture à Montevideo, le 11 juin. .

Pour leur part, les représentants de la Société San Gabriel de Colonia ont indiqué qu'au-delà de l'impact visuel sur le Quartier Historique et la Baie, le projet aurait de fortes conséquences sur la côte en raison de la dynamique érosive. Ce facteur n'aurait pas été analysé et évalué en profondeur (perte des secteurs de plage, création de nouveaux secteurs de marécage au nord du port de plaisance, érosion des plages). Par ailleurs, ils ont souligné que la construction du port signifierait l'introduction de la discontinuité sur le parcours de la côte à cause de la privatisation du secteur. Ils ont remarqué d'ailleurs que dans le cadre du (le) projet, on n'avait pas encore terminé le processus de l'autorisation (d'évaluation de l'impact environnemental ???) environnementale à la DINAMA (Direction Nationale de l'Environnement).

On peut conclure que la question la plus grave est l'emplacement même du projet. En effet, il empièterait sur les axes visuels privilégiés depuis le belvédère de la Rambla Costanera vers le Quartier Historique ainsi que sur la perception intégrale de la Baie de Sacramento et les îles. Par son ampleur et sa position dans la Baie, le projet provoquerait une perception discontinue de l'environnement historique de la Baie affectant ainsi le sens d'intégralité de la relation terre - fleuve qui a caractérisé Colonia del Sacramento tout au long de son histoire et qui a été adopté comme critère lors de l'inscription de la Baie sur la Liste Indicative.

Du point de vue environnemental, bien qu'il n'y ait pas encore d'étude concluante sur la dynamique de la sédimentation dans la Baie, il est à prévoir des effets de perte de nouveaux secteurs de plage au nord de l'emplacement du port de plaisance, avec l'apparition de nouvelles zones de marécages. Le creusement de la baie pour créer le bassin portuaire et le canal navigable d'accès aurait des effets encore non identifiés sur la baie et, par ce biais, sur le patrimoine subaquatique (l'Uruguay n'a pas encore signé la Convention du Patrimoine Subaquatique). En fait, tous ces travaux signifieraient une modification majeure sur la configuration des rives de la baie, vers le sud, altérant ainsi les valeurs d'intégrité et d'authenticité adoptées comme critères lors de l'inscription de la Baie sur la Liste Indicative.

Du point de vue fonctionnel, il est à prévoir un certain problème de circulation automobile au point d'accès au complexe sur la Rambla Costanera. En effet, la localisation d'une aire dense d'habitations (150 appartements) et d'hôtellerie (360 places) associée à des commerces et des bureaux provoquerait une demande accrue d'accessibilité sur la Rambla.

Dans le cas qui nous occupe, il s'avère nécessaire d'étudier et d'évaluer des alternatives pour la localisation du projet dans des secteurs éloignés du site du Patrimoine mondial, et compte tenu que la Baie est inscrite sur la Liste Indicative. Cela signifierait prendre en considération les impacts visuels et physiques sur l'environnement et les possibilités de leur réduction. mitigation. (

D'autre part, il faut rappeler le besoin de prendre en compte la question du patrimoine subaquatique présent dans la Baie ainsi que du patrimoine paléontologique de l'escarpement de la Rambla Costanera. D'après des renseignements recueillis pendant les réunions organisées à Colonia, la plupart des biens paléontologiques exposés au Musée de Colonia proviennent de ce secteur. Il serait nécessaire de réaliser des études approfondies avant toute modification du relief dans ce secteur.

En ce qui concerne l'intention de relier le projet de « Marinas del Sacramento » à celui de l'hôtel – casino par une passerelle continue au bord de la baie, elle s'avère inacceptable car elle affecterait l'état du rivage côtier et nuirait, par ailleurs, à l'authenticité du Bastion del Carmen qui se trouve entre les deux projets.

En conclusion, il convient de souligner que l'emplacement du projet s'avère incompatible avec la conservation du patrimoine environnemental, paysager et subaquatique de la Baie et la valeur universelle exceptionnelle de l'ancienne ville de Colonia del Sacramento et de la Baie.

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La mission considère qu'en dépit des impacts du tourisme relevés dans les dernières années et des changements d'utilisation qui sont intervenus pour un nombre important de bâtiments du Quartier Historique, le site de Colonia del Sacramento conserve sa valeur universelle exceptionnelle ainsi que son authenticité et son intégrité.

Toutefois, il s'avère nécessaire d'introduire des améliorations dans la gestion administrative du site et de procéder à des interventions techniques pour la conservation du bâti qui écarteraient des menaces pouvant porter atteinte au patrimoine du site.

Le cadre légal est adéquat tant au niveau national qu'au niveau local pour assurer la protection et la conservation du site du Patrimoine mondial. Néanmoins, le manque d'un plan de gestion intégrale représente un problème à résoudre à court terme pour assurer une qualité patrimoniale durable dans le futur.

En ce qui concerne le cadre institutionnel, il est adéquat au niveau national et local, mais il s'avère nécessaire de créer une autorité spécifique pour la gestion du site capable de mettre en oeuvre le plan de gestion et d'articuler les actions des divers acteurs impliqués dans le processus de conservation du Quartier Historique.

Sur la base des aspects analysés et évalués ci-dessus, la mission propose les recommandations suivantes :

Sur la gestion

Que l'État partie s'engage à la création d'une autorité du site de patrimoine mondial douée des attributions suffisantes pour mener le processus de conservation, protection et gestion du patrimoine ainsi que la coordination des actions et des interventions d'autres organismes et acteurs nationaux et locaux (publics et privés) sur le site.

Sur le plan de gestion du site

Que l'État partie s'engage à la finalisation du plan de gestion commencé en octobre 2003 et interrompu en septembre 2007. Le Plan devrait être conçu comme un instrument visant l'identification des mesures de conservation et protection des aspects architecturaux ainsi que du paysage historique et de l'environnement du Quartier Historique et de la Baie et de la Zone Insulaire inscrites sur la Liste Indicative. Il devrait promouvoir la diversification des activités dans le secteur sauvegardé ainsi que le contrôle des transformations subies par le bâti, encourageant l'activité résidentielle face à la croissance des activités commerciales touristiques et des résidences secondaires relevées dans le Quartier Historique. D'ailleurs, il devrait empêcher l'implantation de grands projets dans les abords du site de Patrimoine mondial et la zone tampon, contribuant ainsi au développement urbain et territorial de Colonia tout en protégeant le caractère et les valeurs d'authenticité et

d'intégrité du site et de ses environs. Finalement, le Plan devrait être compris comme un instrument permettant la coordination des actions et des interventions de divers organismes et acteurs publics et privés concernés dans la protection et la conservation du secteur urbain. Il faut souligner que le Plan devrait être développé avec la plus ample participation possible des acteurs publics et sociaux concernés par la conservation, le fonctionnement et la vie du Quartier Historique de Colonia del Sacramento.

Sur la conservation du bâti

Que l'État partie, à travers l'autorité du site, s'engage à établir des normes relatives au traitement des façades en ce qui concerne les revêtements et les couleurs, afin d'empêcher les opérations d'enlèvement des crépis ainsi que l'utilisation des couleurs non compatibles avec les caractéristiques des bâtiments historiques du Quartier.

Que l'État partie s'engage à des actions de restauration de la « Calle de los suspiros » (rue des soupirs) afin de lui rendre un état de conservation adéquat.

Que l'État partie prenne des mesures afin d'assurer la conservation des bâtiments propriété de Buquebus Los Cipreses S.A. dans les îlots 202 et 203 du vieux port (projet hôtel – casino évalué en 2002-2004).

Concernant le projet « Marinas del Sacramento »

Que le projet soit reporté jusqu'à ce que l'État partie s'engage à l'étude et l'évaluation des alternatives de localisation du projet dans des secteurs qui ne compromettent pas la perception intégrale du Quartier Historique et son environnement maritime ainsi que la configuration de la Baie assurant les valeurs d'authenticité et d'intégrité retenues au moment de l'inscription sur la Liste Indicative. Dans le cadre du processus d'évaluation des alternatives on devrait prendre en considération des études relatives au patrimoine subaquatique dans la Baie. Dans tous les cas, il faudra tenir compte du caractère durable des interventions proposées tant du point de vue de l'environnement que du point de vue social, historique et patrimonial.

6. ANNEXES

6.1 Composition du groupe de mission

M. Edgardo José Venturini (Argentina).

Architecte. Magister en Gestion de l'Environnement Urbain. Membre d'ICOMOS Argentine. Professeur de Théorie de l'Architecture et du Design à la Faculté d'Architecture, Urbanisme et Design (FAUD) de l'Université Nationale de Cordoba (UNC), Argentine. Professeur à l'École de Gradués de la FAUD/UNC. Chercheur du système national de la recherche scientifique universitaire argentine. Expert en évaluation et suivi de projets dans les domaines du patrimoine, environnement et tourisme.

6.2 Programme de la mission

8 juin 2008

21.00 Arrivée de l'expert à Colonia del Sacramento (itinéraire du voyage : Córdoba-Buenos Aires-Montevideo-Colonia)

9 juin 2008

09.00 Réunion préliminaire avec M. Andrés Mazzini, secrétaire du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia et membre de la Commission Nationale du Patrimoine de l'Uruguay.

10.00 Réunion avec M. Walter Zimmer, Maire de Colonia del Sacramento et Préfet du Département de Colonia. Salle d'actes de la Mairie, avec la participation des membres du cabinet municipal.

10.30 Réunion avec le Conseil Exécutif Honoraire (CEH) de la Ville de Colonia. Présentation et discussion de la situation de la gestion du site de patrimoine mondial.

13.00 Déjeuner.

14.30 Visite du Quartier Historique avec les membres du CEH.

16.00 Réunion avec M. le Maire de Colonia et le cabinet municipal. Présentation du Plan de Développement Territorial, de l'Inventaire du Patrimoine et du Plan de Développement Touristique. Discussion des procédures pour l'autorisation et le contrôle des interventions dans le Quartier Historique.

18.30 Réunion avec la Société Écologique « San Gabriel ». Discussion des projets pour la Baie de Sacramento, l'utilisation touristique des îles et la question du patrimoine sub-aquatique.

10 juin 2008

09.00 Visite des abords de la Baie et du site du projet « Marinas del Sacramento ».

10.30 Réunion avec le Cluster de Tourisme de Colonia. Discussion des impacts du tourisme sur le Quartier Historique et les projets pour la Baie de Sacramento.

12.30 Déjeuner

- 14.00 Réunion avec des habitants du Quartier Historique et des organisations sociales non gouvernementales. Présentation et discussion de sujets proposés par les participants sur la situation du Quartier Historique et les projets de développement touristique. Convocation ouverte.
- 18.30 Réunion avec le groupe privé promoteur du projet « Marinas del Sacramento ». Discussion du projet et des effets sur le Quartier Historique et la Baie de Sacramento.
- 22.00 Déplacement à Montevideo.

11 juin 2008

- 09.30 Réunion avec la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation, avec la participation de Madame la Ministre de l'Éducation et de la Culture de l'Uruguay. Discussion de la structure de gestion du site de patrimoine mondial et des procédures de contrôle des interventions dans le Quartier Historique. Discussion du projet « Marinas del Sacramento » et ses effets sur le patrimoine et sur la Baie.
- 10.30 Réunion au ministère des Transports et des Travaux Publics de l'Uruguay, avec la participation du chef du cabinet du Ministre et des techniciens de la Direction de Hydrographie. Discussion du projet « Marinas del Sacramento » et des effets résultant de son emplacement à la Baie du Sacramento, compte tenue de ce que le site est compris dans la zone tampon et que la Baie a été inscrite sur la Liste indicative en 2005.
- 12.00 Réunion à la Direction Nationale de l'Environnement. Renseignements et discussion sur la procédure et l'état de l'évaluation du projet « Marinas del Sacramento » préalable à l'autorisation.
- 14.00 Réunion avec le Directeur du Bureau de l'UNESCO à Montevideo.
- 15.30 Réunion au ministère au Tourisme de l'Uruguay.
- 17.00 Réunion avec le Comité de l'ICOMOS Uruguay.
- 19.00 Fin de la mission. Départ pour Buenos Aires.

6.3 Liste de personnes rencontrées

- Mme María Simón. Ingénieur. Ministre de l'Education et de la Culture de l'Uruguay.
- M. William Rey. Architecte, historien. Président de la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation, Uruguay.
- M. José Rilla. Historien. Membre de la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation, Uruguay.
- M. José López Mazz. Archéologue. Membre de la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation, Uruguay.
- M. Andrés Mazzini. Architecte. Membre de la Commission du Patrimoine Culturel de la Nation et Secrétaire du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia.
- M Gustavo Fernández Di Maggio. Directeur Général du ministère des Transports et des Travaux Publics.
- M Jorge Camaño. Ingénieur. Directeur National de Planification et d'Investissements, ministère des Transports et des Travaux Publics.
- M. Alvaro López Gallero. Géographe. Coordinateur Général du ministère du Tourisme de l'Uruguay.

M. Benjamin Liberoff. Architecte. Conseiller Général du ministère au Tourisme de l'Uruguay.

M. Jorge Grandi. Directeur UNESCO Cluster Mercosur. Bureau Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.

M. Walter Zimmer. Préfet du Département de Colonia-Maire de la ville de Colonia.

M. Walter Debenedetti. Architecte. Directeur de la Planification et de l'Aménagement Territorial de la Mairie de Colonia.

Mme Andrea Schunk. Licence en Tourisme. Directrice du Tourisme de la Mairie de Colonia.

Mme. Marem Greising. Directrice de la Coopération Internationale de la Mairie de Colonia.

Mme. Claudia Gandini Sansón. Directrice des Relations Publiques de la Mairie de Colonia.

M. Daniel Ramírez Caffera. Conseiller général adjoint à la Mairie de Colonia.

Mme Nelsys Fusco-Zambetogliris. Conseiller archéologue. Mairie de Colonia

M Omar Moreira. Historien. Président du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia.

Mme Lucia Pucci. Architecte. Membre du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia.

M Cristian Pos. Licence en Tourisme. Membre du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia.

M Eduardo Caballero. Représentant de la communauté du quartier historique. Membre du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia.

Mme Jacqueline Geymonat. Archéologue. Membre du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia.

M Sebastián Rivero. Historien. Membre du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia.

Mme Alejandra Gavilán. Architecte. Membre du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia.

Mme Anahí Laroca. Sociologue. Membre du Conseil Exécutif Honoraire de Colonia.

M Juan Carlos López Mena. Président de la Société Buquebus-Los Cipreses S.A.

M Daniel Rocca Balea. Directeur. Avocat. Société Buquebus-Los Cipreses S.A.

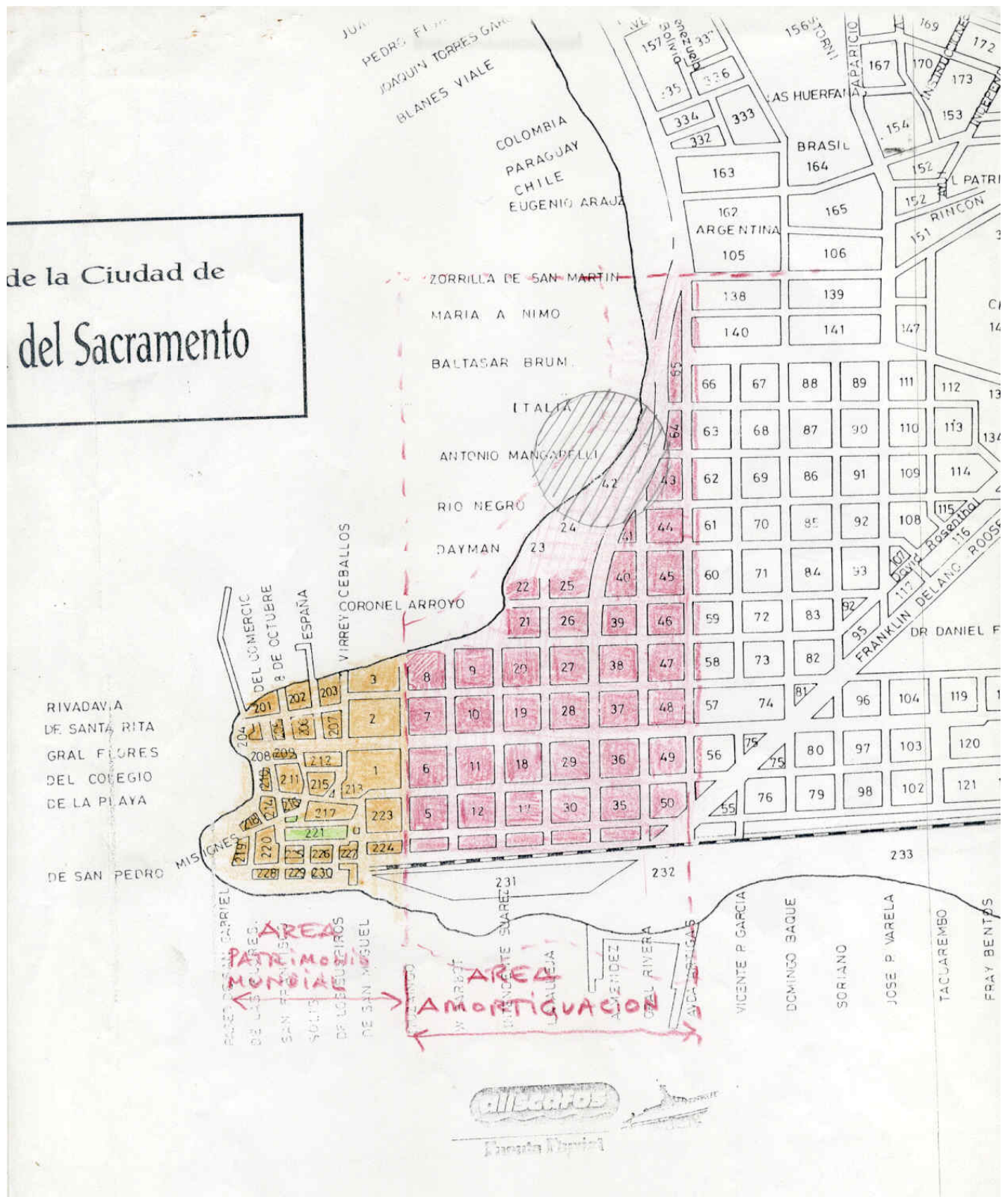
M Julio César Ortega. Architecte. Société Buquebus-Los Cipreses S.A.

Mme Ana María Crespi Canessa. Architecte. Présidente du Comité ICOMOS Uruguay.

PLANS ET CARTES



Plan 1. Le Quartier Historique



Plan 2. Le site du patrimoine mondial et la zone tampon

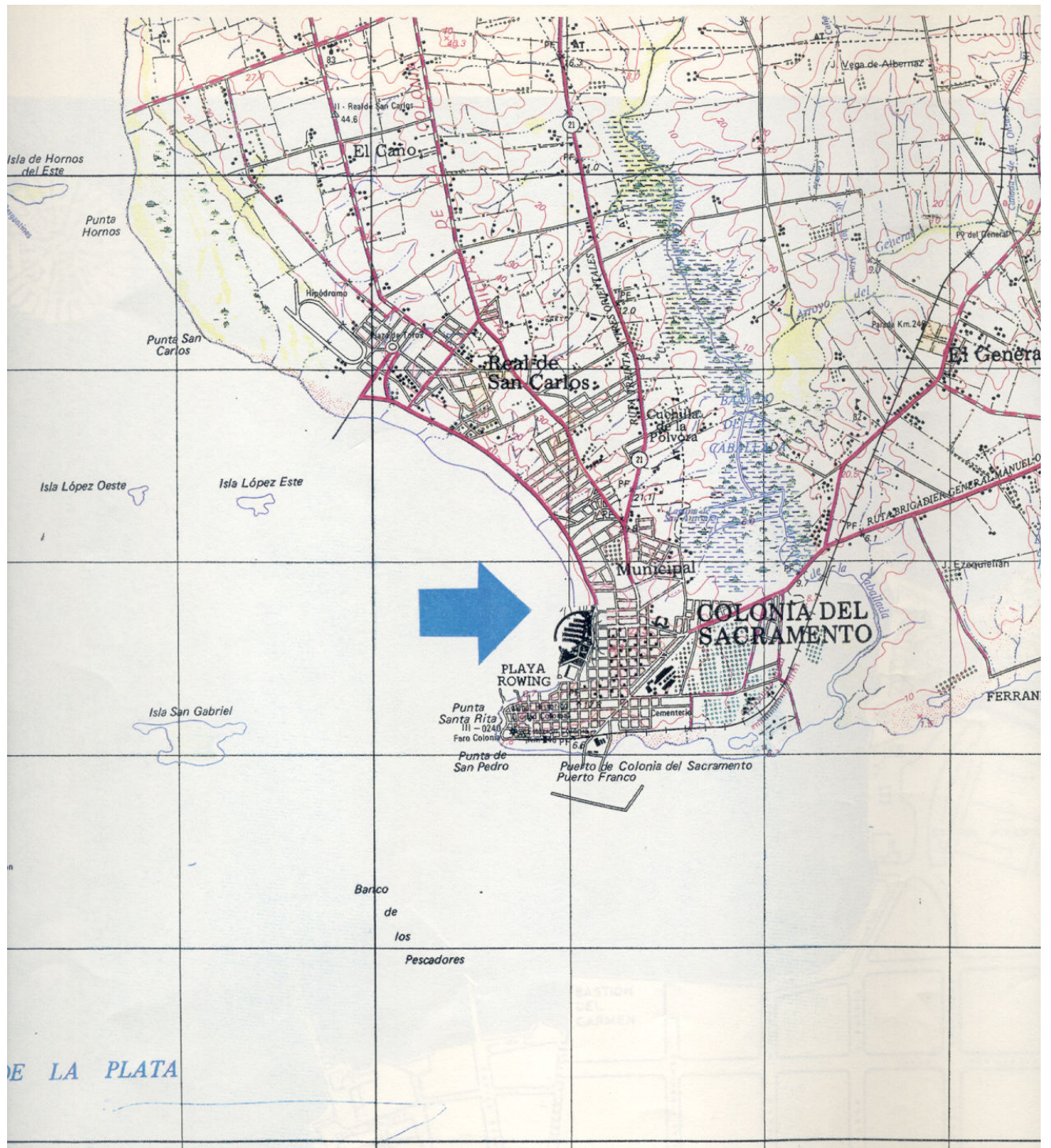


Plan 3. Zone tampon

INFRAESTRUCTURA TURISTICA



Plan 4.

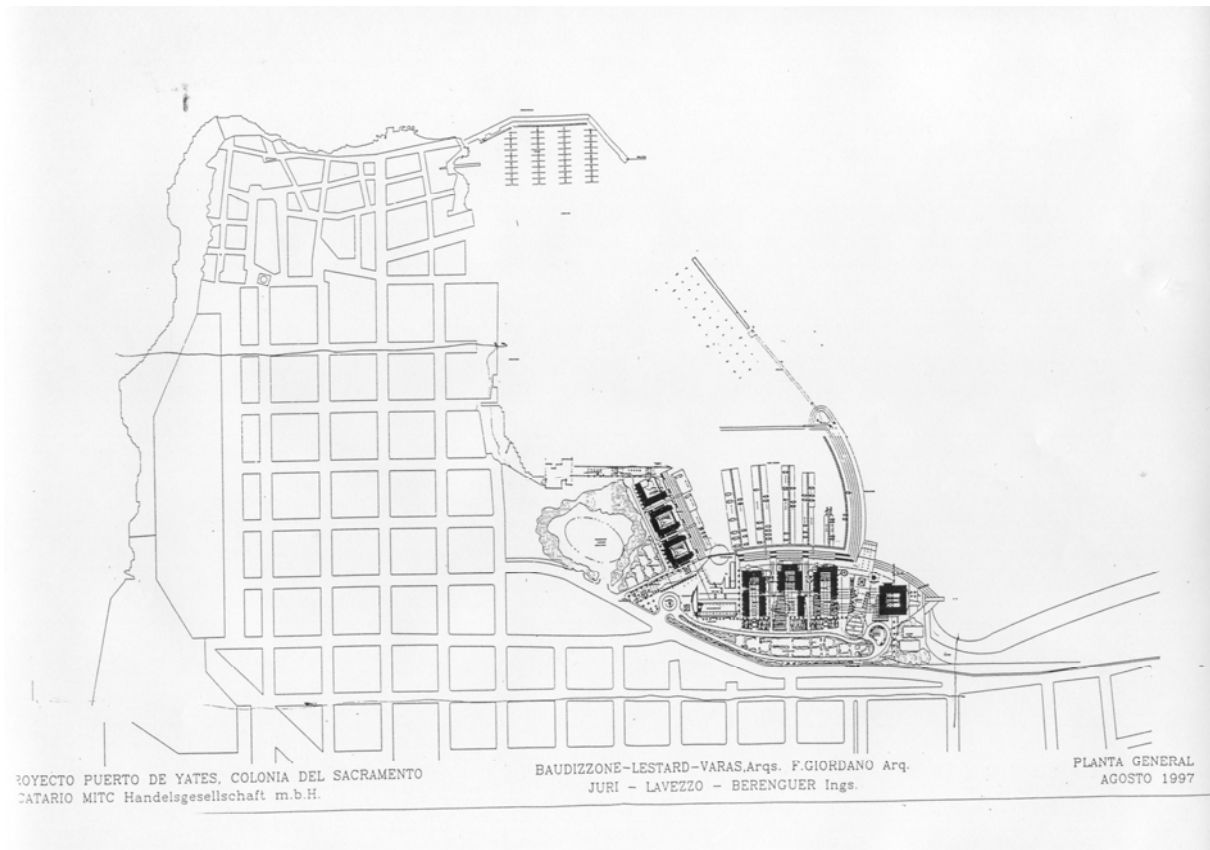


Plan 5. La ville de Colonia et la Baie. Emplacement du projet « Marinas del Sacramento »

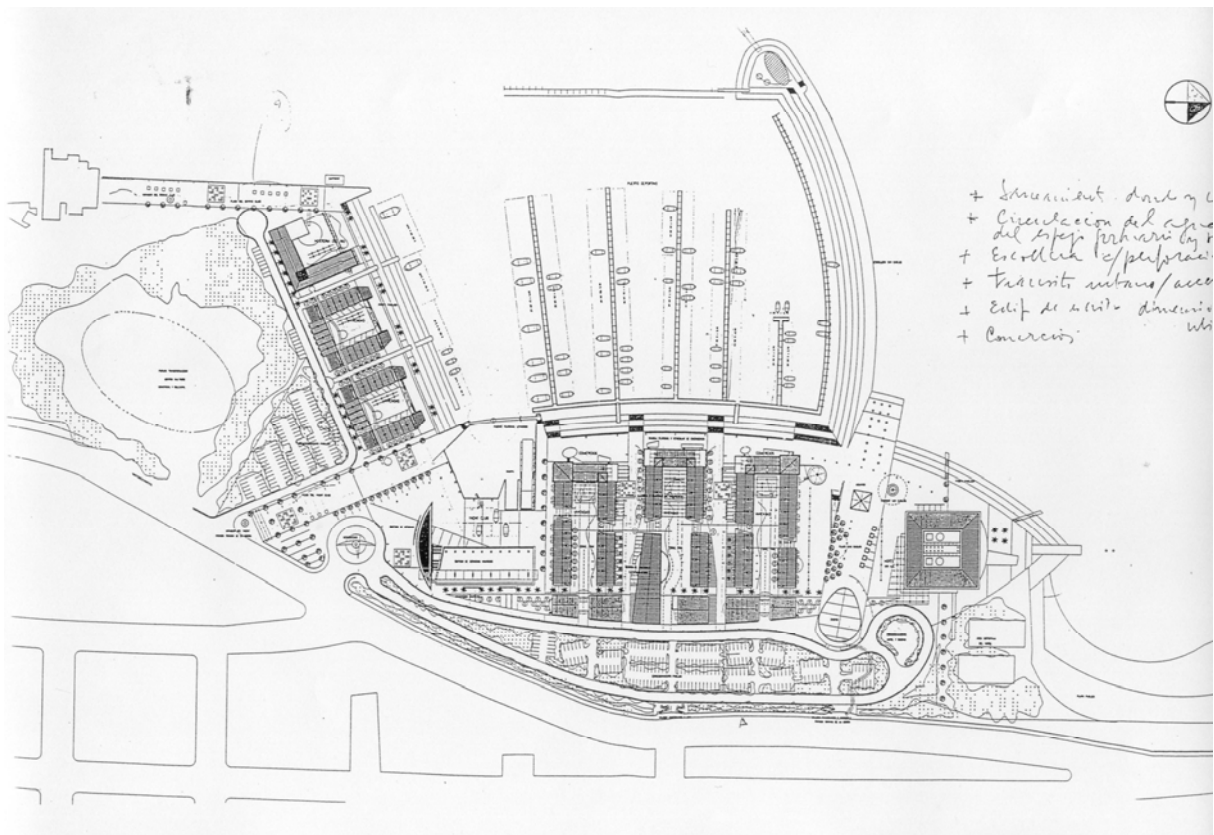


Plan 6. Carte historique montrant les secteurs des jardins potagers au XVIIIe siècle

Plan 7. Bathymétrie de la Baie



Plan 8. Plan général de « Marinas del Sacramento » et Quartier Historique



Plan 9. Planimétrie de « Marinas del Sacramento »

PHOTOS



Photo 1. Vue aérienne du Quartier Historique

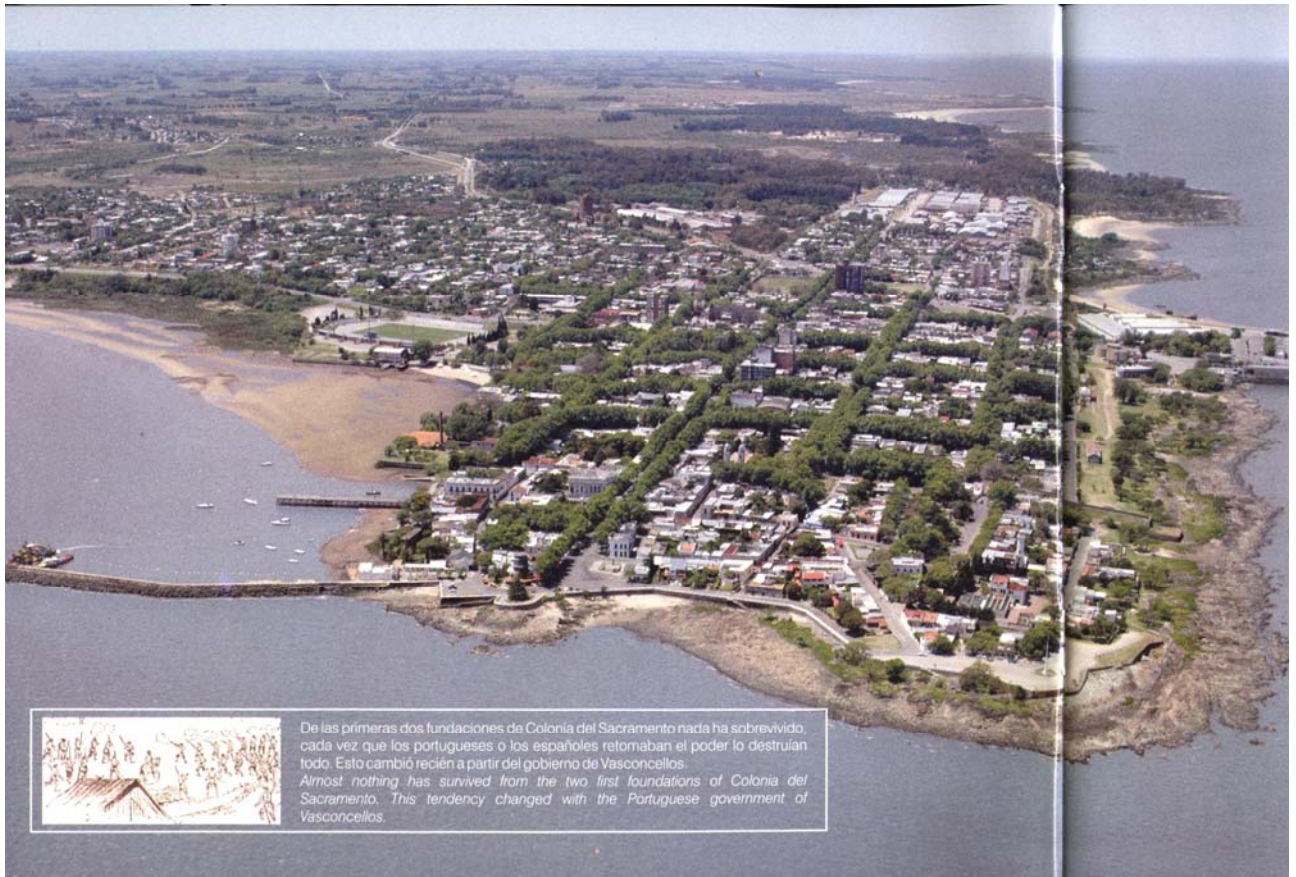


Photo 2. Vue aérienne générale de la Ville de Colonia del Sacramento



Photo 3. Calle de los suspiros



Photo 4



Photo 5



Photo 6



Photo 7



Photo 8



Photo 9



Photo 10



Photo 11



Photo 12



Photo 13



Photo 14



Photo 15



Photo 16



Photo 17



Photo 18



Photo 19



Photo 20



Photo 21



Photo 22

UN FUTURO QUE HARÁ HISTORIA.

A FUTURE THAT WILL MAKE HISTORY.



Marina del Sacramento.

Photo 23. Maquette du projet « Marinas del Sacramento »



Photo 24 . Maquette du projet « Marinas del Sacramento »



Photo 25. Image proposée pour l'hôtel de « Marinas del Sacramento »



Photo 26. Le site du projet « Marinas del Sacramento », la Baie et le Quartier Historique

ANNEXES DOCUMENTAIRES

MEMORANDO

Para: Arq. Antonio Cravotto

De: Ing. Juan von Cappeln
Ing. Daniel Ramos

Fecha: 23 de junio de 2000

Asunto: CRONOLOGIA LLAMADO PUBLICO INTERNACIONAL N° 4/94
Concurso de Ideas Puerto de Yates en Colonia del Sacramento
Actualización 11/04/00

- 13/01/95 Apertura del Llamado Público Internacional N° 4/94.
Oferentes: 1) Estudio Arq. Samuel Flores Flores (Clásicos S.A.)
2) MITC Handellsgesellschaft m.b.H.
3) Browly S.A.
- 09/02/95 La Comisión Asesora de Adjudicaciones aconseja adjudicar a la Propuesta N° 2, MITC Handellsgesellschaft m.b.H. Esta Comisión es integrada por representantes del Ministerio de Transporte y Obras Públicas, un representante de la Dirección Nacional de Medio Ambiente y un representante de la Intendencia Municipal de Colonia.
- 23/02/95 El Sr. Ministro de Transporte y Obras Públicas Cr. Ovalle resuelve mantener en reserva las actuaciones para su resolución por las nuevas autoridades ante la proximidad de un cambio en la Administración.
- 12/06/95 La Comisión de Adjudicaciones, con su nueva integración, aconseja dar vista de las actuaciones a las empresas oferentes.
- 21/06/95 Se notifica: Samuel Flores Flores (Clásicos S.A.)

MITC Handellsgesellschaft m.b.H.

- 22/06/95 Se notifica: Browly S.A.
- 08/11/95 El Tribunal de Cuentas de la República no formula observaciones a la adjudicación propuesta.
- 28/02/96 Resolución Ministerial (MTOP) adjudica a MITC Handellsgesellschaft m.b.H.
- 07/03/96 Se notifica: MITC Handellsgesellschaft m.b.H.
Samuel Flores Flores (Clásicos S.A.)
- 08/03/96 Se notifica: Browly S.A.
- 07/05/96 MTOP crea una Comisión Especial para estudiar Anteproyecto, Proyecto Ejecutivo y Memorias que MITC Handellsgesellschaft m.b.H. deberá presentar de acuerdo al Pliego de Condiciones.

Esta Comisión se integra con representantes de:

- * Dirección Nacional de Hidrografía del MTOP. ✓
- * Ministerio de Vivienda, Ordenamiento Territorial y Medio Ambiente. ✓
- * Intendencia Municipal de Colonia. ✓
- * Ministerio de Turismo. ✓
- * Ministerio de Educación y Cultura: Comisión del Patrimonio Histórico, Artístico y Cultural de la Nación. ✓

Cada Organismo comunica al MTOP la designación de sus representantes.

- 21/10/96 Acta de entrega del Anteproyecto y demás documentación que fueran presentadas en acto público en la ciudad de Colonia el 18/10/96.
- 07/04/97 La Comisión Especial realiza observaciones al Anteproyecto.
- 22/05/97 A solicitud del Adjudicatario se suscribe Acta de Acuerdo entre MITC Handellsgesellschaft m.b.H. y la Comisión Especial ad referendum de su aprobación por parte del Poder Ejecutivo, fijando nuevo cronograma y tres etapas parciales de entrega de información.
- 24/06/97 Presentación por parte de MITC Handellsgesellschaft m.b.H. de documentación correspondiente al literal A, artículo SEGUNDO-

CRONOGRAMA, establecida en Acta de fecha 22 de mayo de 1997: -
varios esquicios del partido Urbano - Arquitectónico a escala 1/1000.

- 09/07/97 Resolución del Poder Ejecutivo aprueba Acta de Acuerdo del 22/05/98.
- 14/07/97 La Comisión Especial informa sobre la 1ª etapa de entrega de documentación por MITC Handellsgesellschaft m.b.H.
- 19/08/97 Presentación de MITC de la documentación establecida en Acta de 22/05/97, correspondiente al literal B, artículo SEGUNDO -
CRONOGRAMA:

- * una maqueta de estudio de cartón que incluye el tejido urbano inmediato al emprendimiento (península y bahía).

- * planos esquemáticos del conjunto: una planta general a escala 1/2000 que incluye la península y la escollera Santa Rita, y una planta del emprendimiento inmobiliario y el puerto a escala 1/500.

De ambos planos adjuntan fotocopias a escala reducida.

- 08/09/97 La Comisión Especial efectúa observaciones a la documentación correspondiente al literal B, artículo SEGUNDO-CRONOGRAMA.

- 03/10/97 La Comisión Especial aprueba la etapa B del art. SEGUNDO-CRONOGRAMA.

- 29/12/97 MITC formaliza entrega de la siguiente documentación:

- * Planos del Anteproyecto Portuario:

1. Puerto Configuración Final.
2. Primera Etapa Planta.
3. Puerto Cortes y Detalles.

- * Planos del Anteproyecto Arquitectónico:

Planta General.

Planta Sector.

Cortes.

- * Carpeta conteniendo ocho croquis del Anteproyecto Puerto de en Colonia del Sacramento.

- * Anteproyecto de Obras Portuarias - Anteproyecto Ajustado - Memoria, Justificación, Normas, Criterios y Etapas Constructivas.
 - * Justificación Económico - Financiera, complementada con el estudio de ABC, BDO Hospitality Consulting "Update Study for the Proposed Puerto de Yates Development, Colonia, Uruguay".
 - * Evaluación de la posible afectación de la toma de agua de Colonia.
- 10/02/98 La Comisión Especial solicita a MITC:
- * plano de deslinde de áreas portuarias.
 - * información pendiente de entrega.
- La Comisión Especial aconseja suspender de común acuerdo los plazos dado que la Empresa no ha dado cumplimiento formal al acuerdo establecido el 22/05/97.
- 11/12/98 Se aprueba el Anteproyecto presentado por MITC Handelsgesellschaft m.b.H. por parte del Poder Ejecutivo.
- 21/12/98 Se notifica la aprobación del anteproyecto a MITC Handelsgesellschaft m.b.H.
- 29/12/98 Se firma el Contrato de Concesión de Obra Pública. El Concesionario actuará según fuera establecido en su oferta a través de Marinas del Sacramento S.A.
- 27/01/99 Resolución del Poder Ejecutivo aprobando el contrato.
- 02/02/99 La Comisión Especial envía nota al Pte. de Marinas del Sacramento S.A., Don Juan Carlos López Mena, solicitando "mantener reuniones de evaluación intermedias con presencia de los técnicos proyectistas".
- 16/03/99 Reiteración de la nota anterior al no haber tenido respuesta.
- 11/05/99 Reiteración de la nota anterior al no haber tenido respuesta.
- 11/05/99 Nota al Sr. Director Nacional de Hidrografía poniéndolo en antecedentes de la situación del Llamado Público Internacional N° 4/94.
- 02/06/99 Marinas del Sacramento solicita prórroga de 120 días para la presentación del Proyecto Ejecutivo.

- 21/07/99 Resolución Ministerial concede prórroga de 120 días a partir del 09/06/99.
- 10/08/99 Marinas del Sacramento entrega "Primer Informe de Avance del Proyecto Ejecutivo Portuario" al 06/08/99.
- 01/09/99 Marinas del Sacramento hace entrega del "Segundo Informe de Avance" correspondiente al día de la fecha del Proyecto Ejecutivo. Incluye planos de la 1ª. etapa de ejecución de obras.
- 06/09/99 La Comisión Especial, en nota elevada al Sr. Director Nacional de Hidrografía deja constancia de los atrasos existentes en todas las tareas correspondientes al "Proyecto Ejecutivo" y al "Desarrollo y presentación del Estudio de Impacto Ambiental ante la DINAMA".
- 23/09/99 Marinas del Sacramento presenta "Planimetría General de las Obras Portuarias y Definición de la escollera de Cierre".
- 07/10/99 Marinas del Sacramento entrega Planos N° 1 al N° 10 del Proyecto Ejecutivo.
- 05/11/99 Marinas del Sacramento entrega:
- Lámina N° 11 Morro Escollera de San Carlos.
 - Lámina N° 12 Puente Morro de San Carlos.
- 19/11/99 Marinas del Sacramento hace entrega de la "Carpeta Final de Planos del Proyecto Ejecutivo.
- 23/12/99 Marinas del Sacramento entrega los siguientes informes:
- Memoria Descriptiva y Especificaciones Técnicas Particulares
 - Estudios Hidráulicos.
 - Memoria de Cálculo.
- 23/12/99 La Comisión Especial hace entrega a Marinas del Sacramento de Comentarios Preliminares sobre los planos de proyecto.
- 21/02/00 Acta de acuerdo entre Marinas del Sacramento S.A. y la Comisión Especial ad referéndum de su aprobación por parte del poder Ejecutivo, fijando nuevos plazos para la formulación de observaciones al Proyecto

Ejecutivo por parte del Poder Ejecutivo y para su levantamiento por parte de Marinas del Sacramento S.A.

25/02/00 Marinas del Sacramento entrega Planos N^{os} 20,21,22,23 y 25 Revisión 0, Febrero 2000.

03/03/00 Marinas del Sacramento entrega:

- Plano N° 03 Revisión 0 Febrero 2000.
- Plano N° 06 Revisión 0 Febrero 2000.
- Plano N° 07 Revisión 0 Febrero 2000.
- Aclaraciones a Observaciones Preliminares de la Comisión Especial de 23/12/99.

28/03/00 Fax de la Comisión Especial a Marinas del Sacramento solicitando aclaraciones.

30/03/00 Nota de contestación a la consulta del 28/03/00.

31/03/00 Marinas del Sacramento entrega:

- Plano N° 16 Revisión 0 Febrero 2000.
- Planos N° 11 y 12 Revisión 0 Febrero 2000.
- Plano N° 15 Revisión 0 Febrero 2000.
- Aclaraciones a Observaciones Preliminares de la Comisión Especial de 23/12/99.

07/04/00 Marinas del Sacramento entrega informes de los estudios de modelización matemática realizados:

- Estudio de movimientos de sedimentos.
- Estudio de sedimentación de material cohesivo.
- Aclaraciones a Observaciones Preliminares de la Comisión Especial de 23/12/99.

11/04/00 Acta de la Comisión Especial registrando las observaciones al Proyecto Ejecutivo.

Una vez notificada Marinas del Sacramento de las observaciones formuladas al Proyecto Ejecutivo, dispondrá de un plazo de 90 días para su levantamiento.

La complejidad de evaluar un proyecto de las características del presentado necesariamente implica la intervención de un equipo interdisciplinario con muy importante dedicación de sus integrantes.

Se señala que en el largo proceso recorrido no ha existido un solo atraso provocado por la contraparte del Estado, con relación a los plazos establecidos en el Pliego de Condiciones, con la única excepción del acuerdo del 21/02/00, justificado ampliamente por lo dicho y que ha permitido defender acabadamente los intereses de la Administración.



REPUBLICA ORIENTAL
DEL URUGUAY

MINISTERIO
DE TRANSPORTE
Y OBRAS PÚBLICAS

SECRETARIA

CONTRATO DE CONCESION DE OBRA PÚBLICA – En la ciudad de Montevideo, a 29 de diciembre de 1998, comparecen por una parte el **Ministerio de Transporte y Obras Públicas** (en adelante **la Administración**) representado por el señor Ministro Ing. Lucio Cáceres Behrens y por otra parte **"MITC Handelsgesellschaft"** (en adelante el Adjudicatario) representado por el Sr. Francisco Garramón Bulanti, C.I. N° 3:429.518-4, los cuales convienen en celebrar el presente contrato, ad referendum de su aprobación por parte del Poder Ejecutivo.

1. ANTECEDENTES

- A) El 13 de enero de 1995 se efectuó la apertura de las propuestas correspondientes al llamado "Concurso de Ideas Puerto de Yates en Colonia del Sacramento", convocado por el Poder Ejecutivo a través del Ministerio de Transporte y Obras Públicas, según llamado público internacional No. 4/94.
- B) Por resolución del Poder Ejecutivo del 28 de febrero de 1996 previa intervención del Tribunal de Cuentas de 8 de noviembre de 1995 (Carpeta 167.645), se adjudicó a MITC Handelsgesellschaft el citado Llamado Público bajo el régimen de Concesión de Obra Pública.
- C) El Adjudicatario presentó en tiempo y en forma el Anteproyecto correspondiente, el cual fue aprobado por el Poder Ejecutivo según resolución de 16 de diciembre de 1998.
- D) La cláusula 14.4 de las Especificaciones Particulares que rige el llamado estableció que, dentro de los treinta días contados, a partir de la notificación de aprobación del Anteproyecto, se debería suscribir el contrato correspondiente entre la Administración y el Adjudicatario, ad referendum de su aprobación por parte del Poder Ejecutivo.
- E) La oferta de MITC Handelsgesellschaft estableció como base jurídica del Contrato de Concesión, que constituiría una Sociedad Comercial de acuerdo a la Legislación Uruguaya, extremo que recayó en forma irrevocable en la firma "MARINAS del SACRAMENTO S.A."; la que por tal motivo resulta ser la Concesionaria y en tal carácter asumirá y será sujeto activo y pasivo de todos los derechos y obligaciones de la concesión, incluyendo, entre otros, el de ejecutar la obra y la de recibir la contraprestación. Por esa razón toda mención al Concesionario se entenderá corresponde a "Marinas del Sacramento S.A.". No obstante ello, MITC Handelsgesellschaft m.b.H de Viena Austria, continuará siendo responsable y fiador solidario de dicha sociedad anónima nacional.

F) En cumplimiento de lo mencionado precedentemente se viene a otorgar el presente contrato de acuerdo a las estipulaciones que se establecen a continuación.

2. DOCUMENTOS QUE RIGEN ESTE CONTRATO

- A) El pliego de condiciones que rigió el llamado y las aclaraciones efectuadas por la Administración.
- B) La oferta presentada por el MITC Handelsgesellschaft y sus posteriores modificaciones incorporadas en el Anteproyecto correspondiente.
- C) Los informes emitidos por la Comisión Asesora de Adjudicaciones.
- D) Los informes emitidos por la Comisión Especial del Concurso de Ideas Puerto de Yates de Colonia del Sacramento.
- E) La Resolución del Poder Ejecutivo de fecha 28 de febrero de 1996.
- F) La Resolución del Poder Ejecutivo de fecha 16 de diciembre de 1998 que aprobó el Anteproyecto.
- G) Las normas internacionales, nacionales y municipales vigentes a la fecha de aprobación del Anteproyecto.
- H) El Proyecto Ejecutivo que oportunamente apruebe el Poder Ejecutivo.
- I) El presente contrato y sus Anexos.

3. OBJETO DEL CONTRATO

El presente contrato y los Anexos, que las partes suscriben en este acto y se consideran parte integrante del mismo, tienen por objeto la construcción de un Puerto de Yates en la ciudad de Colonia, a ser ejecutado bajo el régimen de Concesión de Obra Pública, así como las obras no portuarias descritas en el Anteproyecto aprobado, y de conformidad con la propuesta adjudicada del referido Llamado Público Internacional. Las obras, construcciones e instalaciones del referido Puerto se detallan en el ANEXO I (OBRAS PORTUARIAS). Solamente se podrá efectuar modificaciones a esta lista de obras con previa autorización de la Administración.

4. CONTRAPRESTACION POR LA EJECUCION DE LAS OBRAS PORTUARIAS

Por la ejecución de las obras portuarias detalladas en el ANEXO I de presente, la Administración dará a la sociedad constituida por el adjudicatario MARINAS DEL SACRAMENTO S.A., como única contraprestación, la cual deberá ajustarse en un todo al Anteproyecto aprobado por el Poder Ejecutivo, lo siguiente:



REPUBLICA ORIENTAL
DEL URUGUAY

MINISTERIO
DE TRANSPORTE
Y OBRAS PUBLICAS

SECRETARIA

A) La concesión para la explotación de las obras portuarias a construir, por los plazos y bajo las condiciones detalladas en el **ANEXO II (PLAZOS Y CONDICIONES DE LA CONCESION DE EXPLOTACION)**.

B) La concesión de las áreas a ocupar por los emprendimientos, actividades y servicios que el Adjudicatario ha propuesto desarrollar, explotar y/o brindar en el marco del Anteproyecto aprobado por el Poder Ejecutivo (literales 2.2.B, 2.2.C y 2.2.D del presente contrato) hasta tanto no se produzca su transferencia en propiedad a la S.A. "Marinas del Sacramento". Dichas áreas están detalladas en el **ANEXO III (AREAS A OCUPAR)** que se firma en este acto y forma parte de este contrato. Las obras no portuarias a desarrollar por el Adjudicatario en dichas áreas se detallan en el **ANEXO IV (EMPRENDIMIENTOS NO PORTUARIOS)**.

C) La transferencia a título gratuito de la propiedad del Predio del Barranco a favor de la sociedad constituida por el adjudicatario "MARINAS DEL SACRAMENTO S.A.", una vez verificada la Recepción Provisoria de las obras portuarias detalladas en el **ANEXO I**, a efectuarse dentro de un plazo de 30 días de su requerimiento por escrito por parte del Concesionario.

D) La transferencia a título oneroso de la propiedad de las tierras ganadas al río por refulado a favor de S.A. "Marinas del Sacramento", una vez concretada la transferencia del Predio del Barranco referida en el literal (C) anterior, a efectuarse dentro del plazo de 30 días de su requerimiento por parte de la referida sociedad. El precio de la transferencia ha sido fijado por la Dirección Nacional de Catastro Nacional, mediante dictamen de 8 de octubre de 1998, recaído en el expediente N° 0848/98 de dicha Dirección, de acuerdo a lo establecido en el Art. 61 del Código de Aguas. A estos efectos se adjunta copia auténtica del mencionado dictamen del 8 de octubre de 1998, en el **ANEXO VI**. El precio será pagado en su totalidad en el momento en que se efectúe la transferencia.

E) Otras modalidades propuestas por el Concesionario que sean aprobadas por el Poder Ejecutivo.

5. PLAZO DE EJECUCION DE LAS OBRAS PORTUARIAS

Las obras se ejecutarán en un todo de acuerdo al cronograma aprobado, que se agrega como **ANEXO V**, debiéndose cumplir tanto los plazos parciales como los totales.

En la hipótesis de caso fortuito o de fuerza mayor o hechos o actos que retrasen los plazos de ejecución de la obra, o por otras causas justificadas no imputables al Adjudicatario, la Administración podrá conceder prórrogas de plazos.

Federico Ferrer

En este caso el Adjudicatario deberá solicitar dichas prórrogas dentro de los veinte días de ocurrido el hecho que genere el planteo. De no efectuar la solicitud dentro del plazo antes indicado se considerará que ha desistido de derecho a solicitar la prórroga correspondiente.

6. RECEPCION DE LAS OBRAS PORTUARIAS

Finalizada la ejecución de las obras portuarias detalladas en el ANEXO literal A, la Administración las recibirá en forma provisoria.

De idéntica forma se procederá para la recepción provisoria de las obras referidas en el Anexo I, literal B).

La recepción definitiva se verificará al término de dos años contados a partir de la fecha de finalización de las obras portuarias las que deberán encontrarse en buen estado de conservación y mantenimiento, en las condiciones establecidas en el proyecto ejecutivo.

Todo ello es sin perjuicio de la responsabilidad que establece el artículo 1844 del Código Civil.

7. PUESTA EN FUNCIONAMIENTO DEL PUERTO

El puerto deberá estar en funcionamiento en su primera etapa como tal dentro de un plazo de dos años, contados a partir del acta de replanteo referida en el Anexo III, artículo 2.

Será de entera responsabilidad del Adjudicatario la obtención de las habilitaciones necesarias por parte de los organismos competentes (Prefectura Nacional Naval, MGAP, Armada Nacional, Dirección Nacional de Aduanas, Dirección Nacional de Migración, etc.), siendo de su cargo solicitar y pagar todos los gastos y/o inversiones por proyecto de construcción, permisos, suministro o instalación de todos los bienes, locales, y demás equipos e inversiones necesarios para ello, así como todo gasto que la construcción, instalación y mantenimiento requiera. Los equipos e instalaciones a suministrar serán aquellos necesarios según las normas nacionales e internacionales necesarias para la habilitación del puerto. No obstante, la Administración se compromete a realizar las actividades necesarias a su alcance, para coadyuvar en el otorgamiento de las habilitaciones o permisos que deberán otorgar los organismos antes referidos.



REPUBLICA ORIENTAL
DEL URUGUAY

MINISTERIO
DE TRANSPORTE
Y OBRAS PUBLICAS

SECRETARIA

8. PRORROGA ESPECIAL

La Administración podrá a su solo juicio prorrogar el plazo acordado para la construcción de las amarras previstas en la segunda Etapa, siempre y cuando se den las siguientes condiciones:

- a) Deberá haberse finalizado la construcción de las amarras que correspondan a la Recepción Provisoria de la primera Etapa y puestas éstas en operación.
- b) Deberá haber una desocupación superior al 20% en los momentos de mayor demanda.
- c) La Administración podrá no otorgar la prórroga solicitada, por razones fundadas, no incurriendo por ello, en responsabilidad de tipo alguno frente al Concesionario.

9. VARIACIÓN EN EL NÚMERO DE AMARRAS

La Administración podrá autorizar la disminución de la cantidad de amarras siempre y cuando se den las siguientes condiciones:

- a) Deberá existir una cantidad mínima de 200 amarras a muelle o marina.
- b) Deberá haber una desocupación que supere el 20% del total de amarras en los momentos de mayor demanda.
- c) Deberán haber transcurrido 5 años desde la Recepción Provisoria de las obras de primera Etapa (ANEXO I).

La Administración podrá no otorgar por causa debidamente justificada, la disminución solicitada, no incurriendo por ello, en responsabilidad de tipo alguno, frente al Concesionario.

En caso que la Administración acepte al finalizar la concesión un número menor de amarras que las establecidas en la oferta adjudicada, el Concesionario deberá pagar a la Administración el costo de las obras pendientes de ejecución. Dicho costo de construcción podrá deducirse del refuerzo de garantía (ANEXO II, Art. 2).

9.2 El Concesionario podrá solicitar un aumento en el número de amarras, ya sean éstas a marina o al borneo en tanto la configuración del puerto sea aprobada por la DNH. En cuanto esta modificación tenga carácter permanente, los elementos incorporados para dotar al puerto de esta nueva configuración pasarán a propiedad del Estado una vez finalizada la Concesión.

10. CONDICION RESOLUTORIA

La transferencia de la propiedad del Predio del Barranco y del predio ganado al río estará sujeta a una condición resolutoria, la cual se verificará de pleno derecho, si el Concesionario no finaliza la totalidad de las obras portuarias y no portuarias en los plazos estipulados sin necesidad de intimación e interpelación de especie alguna, sin perjuicio de la extinción de la Concesión por incumplimiento grave del Concesionario en las condiciones establecidas en el Art.15.1C, debiendo imponérsele al Concesionario las sanciones allí establecidas.-

Todo ello, sin perjuicio de lo previsto en el artículo 9 precedente.

Consecuentemente en las enajenaciones que se realicen en predios ubicados dentro del área del Predio del Barranco y del predio ganado al río, deberá existir constancia en la escritura o compromiso de compra y venta correspondiente, la existencia de dicha condición la cual, deberá ser aceptada en forma expresa por el adquirente o promitente comprador en su caso. El incumplimiento de la presente obligación se considerará incumplimiento grave ocasionando la extinción de la concesión imputable al Adjudicatario (Art. 15.1.C).

En caso que por operarse la condición resolutoria el Predio del Barranco o el predio ganado al río, pasen nuevamente a propiedad del Estado, la Administración no deberá pagar suma alguna por los edificios, construcciones o instalaciones que se hayan ejecutado sobre ellos y recibirá el predio con todos los edificios, construcciones e instalaciones en el estado en que se encuentren en el momento de la resolución, pudiéndose retirar solo aquellas mejoras o cosas, incorporadas o no, que se puedan separar sin detrimento de los inmuebles.-

11. PROYECTO EJECUTIVO

11.1 Las obras portuarias deberán ajustarse al Proyecto Ejecutivo que apruebe el Poder Ejecutivo, rigiendo el Art. 14 del Pliego de Condiciones, la presentación del mismo.

Toda modificación a dicho proyecto deberá ser previamente autorizada por el Poder Ejecutivo. Su incumplimiento será considerado incumplimiento grave del Concesionario, de acuerdo a lo establecido en el Art. 15.1.C.

11.2.1 Será obligación del Adjudicatario ejecutar la totalidad de las obras no portuarias incluidas en el Anteproyecto aprobado. Dichas obras deberán estar finalizadas en su totalidad antes del vencimiento del plazo de Concesión. El Proyecto Ejecutivo de las obras no portuarias deberá ser aprobado, antes del inicio de las mismas y para ello, el Poder Ejecutivo limitará su estudio, a los aspectos que demuestren el respeto a los



REPUBLICA ORIENTAL
DEL URUGUAY

MINISTERIO
DE TRANSPORTE
Y OBRAS PUBLICAS

SECRETARIA

condiciones aprobadas en el Anteproyecto. Su presentación podrá efectuarse en varias entregas. Toda modificación a dicho proyecto deberá ser previamente autorizado por el Poder Ejecutivo. Su incumplimiento será considerado incumplimiento grave del Concesionario, de acuerdo a lo establecido en el Art. 15.1.C.

12. CONTROL DE LAS OBRAS

- A) El MTOP designará a propuesta de la Dirección Nacional de Hidrografía, en adelante DNH, un Organismo de Control que tendrá a su cargo el contralor del cumplimiento de las obligaciones emergentes del presente contrato de concesión de obra. Este Organismo podrá dictar las órdenes de servicio que estime pertinentes, las que serán registradas en un Libro de Obra, y comunicadas fehacientemente al Concesionario dentro de los cinco días hábiles de su dictado, fecha en la que entrarán en vigor, de manera de asegurar el pleno conocimiento por el Concesionario de la normativa vigente. Dichas órdenes de servicio serán reglamentarias de la construcción, mantenimiento y explotación de las obras a efectuarse, y en manera alguna podrán desvirtuar, restringir o cercenar los derechos o beneficios que surjan del pliego del correspondiente concurso, y demás bases y documentos que rigieron dicho llamado, del presente contrato, o de sus posteriores modificaciones.
- B) Las solicitudes que formule el Adjudicatario deberán efectuarse por intermedio de Marinas del Sacramento S.A. y ser dirigidas al Organismo de Control y serán registradas en el Libro de Obra.
- C) El Adjudicatario por intermedio de Marinas del Sacramento S.A. propondrá para su aprobación por parte de la Administración reglamentos de uso, los cuales deberán ajustarse a la normativa vigente, debiendo preverse la libre circulación del público en los espacios públicos. Dichos reglamentos estarán a disposición de los usuarios, del concedente, del Organismo de Control, así como de toda otra autoridad competente de la Administración Pública Nacional o Municipal u otros organismos públicos.
- D) Toda disputa entre las partes se resolverá por aplicación de lo dispuesto en el Art. 16 del presente contrato.

13. DEBER DE INFORMACION Y COOPERACION

Cada parte está obligada a cooperar con la otra, brindando todos los elementos que permitan una eficaz información para la discusión de todos

los pormenores del proyecto, de la construcción o del ejercicio de la Concesión.

14. SANCIONES ADMINISTRATIVAS POR INCUMPLIMIENTO IMPUTABLE AL ADJUDICATARIO - MARINAS DEL SACRAMENTO S.A. -

A) El Concedente podrá aplicar sanciones ante irregularidades debidamente constatadas, cometidas por el Adjudicatario y/o la S.A. Marinas del Sacramento, en forma gradual hasta un monto equivalente a 10.000 UR en los siguientes casos:

- i) Incumplimiento de disposiciones legales, reglamentarias o contractuales.
- ii) Funcionamiento inadecuado de los servicios de operación y mantenimiento.
- iii) Reticencia, falta de colaboración o incumplimiento de las órdenes de servicio emitidas por el Órgano de Control.

B) En caso de incumplimiento grave por parte del Adjudicatario y/o Marinas del Sacramento S.A. y sin perjuicio de las demás medidas y sanciones que correspondan, la Administración podrá disponer, por acto unilateral debidamente fundado, la suspensión de las obras y/o el ejercicio de la concesión.

15. CAUSAS DE EXTINCION DE LA CONCESION

15.1 La concesión se extinguirá en los siguientes casos:

A) Vencimiento de los plazos contractuales y sus prórrogas.

B) Atraso en los plazos

Cuando el Adjudicatario - Marinas del Sacramento S.A. - se atrase en los plazos originalmente pactados, más sus prórrogas o plazos de suspensión convenidos, sin que mediere caso fortuito o fuerza mayor o situación extraordinaria asimilable, la concesión se extinguirá por causa imputable al Concesionario.

C) Incumplimiento grave del Adjudicatario - Marinas del Sacramento S.A. El mismo se configurará ante las siguientes causas fehacientemente comprobadas, además de aquellas otras establecidas expresamente en este contrato:

1) Toda acción u omisión del Adjudicatario - Marinas del Sacramento S.A. que implique un cambio sustancial y/o conceptual de los



REPUBLICA ORIENTAL
DEL URUGUAY

MINISTERIO
DE TRANSPORTE
Y OBRAS PUBLICAS

SECRETARIA

proyectos ejecutivos aprobados, sus procedimientos y/o memorias constructivas, realizadas sin la previa autorización de la Administración.

2) Reiterados atrasos en la ejecución de los trabajos imputables al Adjudicatario - Marinas del Sacramento S.A - que lleven al incumplimiento de los plazos.

3) La quiebra o liquidación del Adjudicatario - Marinas del Sacramento S.A.

D) Cuando la extinción sea imputable al Adjudicatario - Marinas del Sacramento S.A, el mismo perderá la totalidad de las inversiones realizadas y la propiedad intelectual y material del proyecto ejecutivo, respondiendo por los daños y perjuicios que hubiere ocasionado y demás sanciones que pudieren corresponder.

15.2 En caso de extinción de la concesión por las causales previstas en este artículo, la posesión y la tenencia de las obras e inversiones realizadas en predios propiedad de la Administración, pasarán de pleno derecho al Estado, sin perjuicio de las sanciones que correspondan.

15.3 La extinción sólo procederá previa intimación que realice la Administración a la parte incumplidora.

15.4 Si la extinción se verifica antes de la finalización de la totalidad de las obras portuarias, además de lo establecido en el Art. 15.1.C y lo establecido en el Art. 15.2, el Adjudicatario - Marinas del Sacramento S.A - perderá la garantía de cumplimiento de contrato.

16. SOLUCION DE CONTROVERSIAS

A) Solución amistosa

Las partes intentarán, en primer término, la solución amistosa de las controversias que se planteen con relación a este contrato.

B) Arbitraje

Cualquier controversia de carácter técnico entre las partes con relación al contrato de concesión, que no haya podido ser resuelta en forma amistosa dentro de los 30 días posteriores a la recepción por una parte de la cuestión formulada por la otra, podrá ser sometida a arbitraje por cualquiera de las partes de conformidad con el artículo 472 y SS del C.G.P.. La selección de los árbitros se ajustará a lo siguiente:

- i) Si las partes no se ponen de acuerdo, cada una designará un árbitro y éstos designarán a un tercero que presidirá el tribunal

arbitral. Si en un plazo de 30 días dicho tercero no hubiese sido designado, el mismo será designado por la Secretaría General de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya, a solicitud de cualquiera de las partes.

ii) Si, en el caso a que refiere el apartado anterior, una de las partes no designara a su árbitro, la otra parte podrá solicitar al Tribunal mencionado la designación de un único árbitro para definir la controversia.

iii) Si por alguna razón un árbitro no puede cumplir con su función, será designado un suplente en la misma forma establecida para la designación del titular.

iv) El arbitraje se regirá por las reglas de procedimiento de UNICITRAL vigentes al momento de arbitraje.

v) Los gastos y honorarios que generen el arbitraje serán soportados por las partes en la forma en que lo disponga el laudo arbitral.

C). El sistema de solución de controversias previstas en este artículo será aplicable tanto a la ejecución de las obras como a la explotación de la concesión.

17. RESPONSABILIDAD DEL ADJUDICATARIO - MARINAS DEL SACRAMENTO S.A - DE OBTENCION DE HABILITACIONES

Queda entendido que será de cargo del Adjudicatario por intermedio de Marinas del Sacramento S.A gestionar ante los organismos competentes todas las autorizaciones que resulten necesarias para el cumplimiento de sus fines. El Concedente no será responsable por los daños o perjuicios que puedan causar la denegatoria o condicionamiento por parte de los organismos competentes de todas o algunas de las autorizaciones gestionadas.

No obstante, la Administración realizará las gestiones a su alcance a los efectos de facilitar dicha tarea.

18. PLAN DE CONTINGENCIA

Dentro del primer año de vigencia del presente contrato, el Adjudicatario por intermedio de Marinas del Sacramento S.A. deberá presentar un Plan de Contingencia de prevención y vigilancia ante posibles contaminaciones.

Dicho Plan deberá prever la respuesta ante eventuales derrames.

Este Plan deberá ser aprobado por la Prefectura Nacional Naval.



REPUBLICA ORIENTAL
DEL URUGUAY

MINISTERIO
DE TRANSPORTE
Y OBRAS PUBLICAS

SECRETARIA

Las acciones de prevención así como las medidas de neutralización o limpieza, y demás acciones necesarias para mitigar el impacto, serán de cargo del Adjudicatario por intermedio de Marinas del Sacramento S.A. sin perjuicio de su derecho de repetir contra el responsable de la contaminación.

19.- CASINO

Las partes reconocen que de acuerdo a la normativa (Art. 20 del Decreto Ley No. 14.335 de 23 de diciembre de 1974 y Art. 4° del Decreto Ley No. 15.206 de 3 de noviembre de 1981), en caso de interesar al Estado la explotación de un Casino en una de las salas multipropósito deberá hacerlo directamente o por Concesión mediante el correspondiente llamado a la licitación pública, percibiendo el Adjudicatario - Marinas del Sacramento S.A. - el valor correspondiente a la locación.

Es consecuencia de ello, que en el hipotético caso de que el Estado decida la instalación de un Casino, el mismo no importará un beneficio especial a percibir por el Adjudicatario.

20.- LA COMPAÑÍA MARINAS DEL SACRAMENTO S.A.

Marinas del Sacramento S.A. deberá ajustar sus estatutos sociales de modo tal que: el objeto, durante todo el plazo de la concesión, sea exclusivamente la ejecución, construcción y explotación de esta Concesión y la prestación de los servicios complementarios que autorice el Concedente por escrito. El plazo de la S.A. deberá ser como mínimo el de la concesión más dos años y las acciones deberán ser nominativas. El capital (suscrito y pagado), porcentaje que corresponde a las personas naturales o jurídicas, prohibición de disminuir el capital sin autorización del concedente, obligación de mantener el porcentaje de participación de los miembros del consorcio, serán los siguientes:

- 13% . MITC Handelsgesellschaft
- 7% Carlos Juan Garramón Pieri
- 80% "Los Cipreses S.A."

Los integrantes de la Sociedad Anónima Marinas del Sacramento comparecen en calidad de fiadores solidarios de las obligaciones asumidas por la S.A. en el contrato y la normativa vigente.

Marinas del Sacramento S.A. enterada de todos los derechos y obligaciones aquí contenidos los acepta de plena conformidad.

21. DOMICILIOS ESPECIALES Y REPRESENTACION

Los firmantes constituyen domicilios especiales en la ciudad de Montevideo, Capital de la R.O.U. a todos los efectos del presente según el siguiente detalle en:

- A) La Administración en Rincón 575, 2° piso, Montevideo, Uruguay.
- B) MARINAS DEL SACRAMENTO S.A. en Bulevar España 2647
- C) MITC Handelsgesellschaft en Bulevar España 2647
- D) Carlos Juan Garramón Pieri en Bulevar España 2647
- E) Los Cipreses S.A. en "Edificio Santos", Puerto de Montevideo.

La representación de la Administración y de MITC Sr. Francisco Garramón Bulanti, C.I. N° 3:429.518-4, con facultades bastantes para este otorgamiento es la indicada en la comparecencia; la de Marina del Sacramento S.A. está a cargo de los Sres. Juan Carlos López Mena, C.I. N° 3:438.880-6 y Carlos Juan Garramón Pieri, C.I. N° 1:058.272-1, en sus respectivas calidades de presidente y vicepresidente del Directorio de dicha Sociedad y la de Los Cipreses S.A. está a cargo de su presidente Sr. Juan Carlos López Mena, C.I. N° 3:438.880-6

VIGENCIA, OTORGAMIENTO Y SUSCRIPCION: Se firma este contrato y sus Anexos, en el lugar y fecha indicados, en tres ejemplares del mismo tenor, estando supeditada su vigencia a la aprobación del Poder Ejecutivo y a la intervención preventiva del Tribunal de Cuentas de la República. Se solicita la intervención notarial.

Francisco Garramón Bulanti

Juan Carlos López Mena

Carlos Juan Garramón Pieri

DIVISIÓN EVALUACIÓN DE IMPACTO AMBIENTAL

Montevideo, 4 de Diciembre de 2001.

Ref: Proyecto Marinas del Sacramento. Solicitud de la DNH
sobre el estado de situación del proyecto.

Últimas actuaciones de la tramitación del proyecto de referencia son como sigue.

Con fecha 12 de abril del 2000 se realizó una reunión a la que asistieron: una representante del proponente, profesionales responsables del estudio de impacto ambiental, el IMFIA, la DNH y el grupo de trabajo de DINAMA que analiza el proyecto.

Del "ayuda memoria" de esa reunión surge que se indicó al proponente que era necesaria la presentación de:

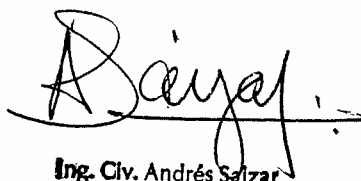
- afectación de la playa por el nuevo puerto;
- proyecto ejecutivo atendiendo a las observaciones de la Comisión Especial para el Nuevo Puerto de la DNH y el ajuste de la evaluación de impacto ambiental correspondiente; y
- afectaciones derivadas del dragado

A la fecha la información referida no ha sido presentada.

Por otra parte, con fecha 18 de mayo de 2000, en nota presentada acompañando el "estudio de dinámica litoral" y el "estudio de sedimentación de material cohesivo", se indicó que el análisis ambiental de esos informes y las respuestas a las observaciones de la DNH, se remitirían posteriormente como información complementaria del estudio de impacto ambiental.

A la fecha, esa información no ha sido presentada.

De lo expuesto surge que el proponente tiene pendiente de entrega ante DINAMA información relevante para el análisis del proyecto.



Ing. Civ. Andrés Salazar
DIRECTOR
DIVISION EVALUACION
IMPACTO AMBIENTAL

del Ministerio de Defensa Nacional, la
da por el literal B) del artículo 2do. de la

de 1999 y como garantía de cumplimiento de los
Nacional de Hidrografía del Ministerio de Transporte y Obras Públicas
una garantía adicional de u\$s 150.000,00 de fiel cumplimiento de los
plazos convenidos para la entrega del citado proyecto, con vencimiento
1º de septiembre de 2001 y renovada sucesivamente su validez al 7 de
septiembre de 2002 y 7 de septiembre de 2003;

IV) Que el 21 de febrero de 2000 se firmó un acuerdo de prórroga de
plazos entre la Comisión Especial Concurso de Ideas Puerto de Yates en
Colonía del Sacramento y la firma constituida a esos efectos Marinas del
Sacramento S.A., por el cual la empresa debía entregar el Proyecto Eje-
cutivo Portuario, con todas las observaciones efectuadas por dicha Co-
misión Especial, las cuales fueron levantadas el 12 de julio de 2000;

V) Que Marinas del Sacramento S.A. entregó el Proyecto Ejecutivo
Portuario dentro del plazo prorrogado, a lo que la Comisión Especial
efectuó observaciones que fueron levantadas en forma parcial en suce-
sas entregas de documentación;

VI) Que pese al tiempo transcurrido desde el vencimiento del plazo
aludido y hasta el momento el Proyecto Ejecutivo Portuario no pudo ser
aprobado en su totalidad al no haberse levantada la "Observación Com-
plementaria N° 47", que refiere al tema de afectación de las playas próxi-
mas por ejecución de la obra;

VII) Que por tal motivo, por Resolución del Ministerio de Trans-
porte y Obras Públicas de 15 de diciembre de 2004, se intimó a Marinas
del Sacramento S.A. a levantar dicha observación en el plazo de 30 días,
bajo apercibimiento de rescindir el contrato de concesión referido en el
Visto de la presente, acto que fue impugnado por la concesionaria, en-
contrándose actualmente pendiente de resolución;

VIII) Que, según comunicación del Banco de Seguros del Estado, las
garantías del Contrato de Concesión han quedado sin efecto, aún cuando
no se han acreditado los fundamentos de dicha medida;

IX) Que al 20 de julio de 2004 el Ministerio de Transporte y Obras
Públicas fue citado a conciliación por Marinas del Sacramento S.A.,
previo al juicio por cumplimiento de contrato de concesión referido en el
Visto de la presente;

X) Que por notas de 11 de agosto y 5 de septiembre de 2005, la
empresa Marinas del Sacramento S.A. formula una propuesta de Plan de
Monitoreo en la playa adyacente al Puerto Marinas del Sacramento, ex-
tendido su responsabilidad sobre eventuales perjuicios en la playa próxi-
ma originados por la construcción del puerto a todo el plazo de concesión;

XI) Que por nota de 1 de septiembre de 2005, la Intendencia Muni-
cipal de Colonia, como parte integrante de la Comisión Especial Con-
curso de Ideas Puerto de Yates de Colonia, manifiesta su interés en la
autorización y ejecución de la obra adjudicada.

CONSIDERANDO: I) Que el 21 de septiembre de 2005 los represen-
tantes del Ministerio de Transporte y Obras Públicas en la referida Comi-
sión Especial informan que la propuesta sería de recibo estableciendo que
Marinas del Sacramento S.A. será responsable por el eventual retroceso de
las playas, determinado según el plan de monitoreo propuesto, debido a
cualquier concepto y por un período de 10 (diez) años a partir de la finali-
zación de la construcción de la escollera del Puerto. Asimismo realizará la
recarga de dichas playas, según se establece en el Plan de Monitoreo pro-
puesto durante los referidos 10 (diez) años y recompondrá la eventual
afectación remanente registrada en las mismas al final de dicho período,
siendo de cuenta del Ministerio de Transporte y Obras Públicas la respon-
sabilidad de la eventual recarga de las playas a partir del plazo mencionado.

II) Que en cumplimiento de la Ordenanza N° 84 del Tribunal de
Cuentas de la República, se remitieron estos obrados a su intervención
acordando el 13 de diciembre de 2005, dicho Tribunal, intervenir los
mismos sin objeciones (Carpeta N° 167.645)

ATENTO: a lo precedentemente expuesto.

PRESIDENTE DE LA REPUBLICA

RESUELVE:

1º. Apruébase el Proyecto Ejecutivo Portuario conforme a los artícu-
los 14 y 16 del Pliego de Condiciones Particulares y 11 y 17 del contrato
suscrito el 29 de diciembre de 1998 entre el Ministerio de Transporte y

Montevideo, 6 de Febrero de 2006

ISTO: lo dispuesto en el literal B) del artículo 2do. de la Ley
19 de 8 de enero de 2006.

RESULTANDO: que la antedicha norma legal, establece la creación de
Comisión designada por el Poder Ejecutivo, compuesta de 3 (tres) miem-
bros de éste órgano y presidida por el Ministro de Defensa Nacional.

CONSIDERANDO: que la referida Comisión, tiene por cometido
fundamental, establecer la pertinencia de las solicitudes que se
presentaren, en virtud de los beneficios jubilatorios, pensionarios y
ales que la señalada ley acuerda.

ATENTO: a lo precedentemente expuesto.

PRESIDENTE DE LA REPUBLICA

RESUELVE:

1º.- Créase en el ámbito del Ministerio de Defensa Nacional, la Comi-
n establecida por el literal B) del artículo 2do. de la Ley 17.949 de 8 de
ero de 2006, cuyo cometido será el dispuesto por dicha norma jurídica.

2do.- La Comisión, que será presidida por el Ministro de Defensa
cional, se integrará asimismo con 3 (tres) miembros, a saber: Docto-
Héctor Clavijo y Alvaro Richino, y Doctora Gabriela González.

3ro.- Comuníquese, publíquese y archívese.
Dr. TABARE VAZQUEZ, Presidente de la República; AZUCE-
A BERRUTTI.

MINISTERIO DE TRANSPORTE Y OBRAS PUBLICAS

9

Resolución 118/006

Apruébase el Proyecto Ejecutivo Portuario suscrito entre el
Ministerio de Transporte y Obras Públicas y la firma Marinas
del Sacramento S.A. con el objeto de la construcción y explo-
tación de un Puerto de Yates en la ciudad de Colonia.
11º R)

MINISTERIO DE TRANSPORTE Y OBRAS PUBLICAS

Montevideo, 6 de Febrero de 2006

VISTO: el Contrato de Concesión de Obra Pública y sus Anexos
celebrado el 29 de diciembre de 1998, entre el Ministerio de Transporte
y Obras Públicas y la firma MITC Handelsgesellschaft m.b.H (que cons-
tituyó la sociedad Marinas del Sacramento S.A. a efectos de la ejecución
de la concesión).

RESULTANDO: I) Que dicho documento tiene por objeto la cons-
trucción y explotación de un Puerto de Yates en la ciudad de Colonia,
Departamento de Colonia;

II) Que de acuerdo a lo establecido en el Pliego de Condiciones que
rigió el llamado público internacional N° 4/94 formulado por la Adminis-
tración, MITC Handelsgesellschaft m.b.H. constituyó una garantía de
fiel cumplimiento de contrato por un valor de u\$s 500.000,00;

III) Que por resolución del Poder Ejecutivo de 21 de julio de 1999 se
concedió a Marinas del Sacramento S. A. una prórroga de plazo para la
presentación del Proyecto Ejecutivo Portuario hasta el 23 de diciembre

constituida Marinas del Sacramento S.A., con el
explotación de un Puerto de Yates en la ciudad
ceptación por parte de la firma de las condiciones
derando I de la presente resolución.

Marino del Sacramento S.A. deberá, en un plazo de 30 (treinta)
ción de la presente constituir garantía de fiel cum-
por un valor del U\$S 500.000,00 (dólares estado-
mil) a favor del Ministerio de Transporte y Obras
un nuevo Cronograma de Obras sujeto a las autori-
es.

11 JULIO 2005

del Sacramento S.A. y el Ministerio de Transporte y
asistirán en forma expresa, de toda acción judicial por
incumplimiento del Contrato de Concesión de Obra
29 de diciembre de 1998, que se encuentre en curso.

Comuníquese y vuelva a la Dirección Nacional de Hidrografía
ción de los interesados y demás efectos, debiéndose tener
indicado por el Tribunal de Cuentas de la República (Oficina
sesión Extraordinaria del 13 de diciembre de 2005.

TABARE VAZQUEZ, Presidente de la República; VICTOR

---O---

10

Resolución 119/006

**Autorízase el Procedimiento de Iniciativa Privada sobre la cons-
trucción y puesta en funcionamiento de una "Planta Procesa-
dora de Surimi y una Fábrica de Harina y Aceite de Pescado"
en el Parque Industrial de La Paloma y en Ruta 15, km. 19,
Departamento de Rocha.
(232*R)**

MINISTERIO DE TRANSPORTE Y OBRAS PUBLICAS

Montevideo, 6 de Febrero de 2006

VISTO: la gestión promovida por la firma ARTEVA S.A. ante la
Dirección Nacional de Hidrografía del Ministerio de Transporte y Obras
Públicas, solicitando la aprobación del Procedimiento de Iniciativa Pri-
vada sobre la construcción y puesta en funcionamiento de una "Planta pro-
cesadora de Surimi y una Fábrica de Harina y Aceite de Pescado" en
el Parque Industrial de La Paloma, y en Ruta 15, km. 19, departamento
de Rocha.

RESULTANDO: I) Que dicha propuesta tiene por objeto el referido
emprendimiento, bajo el citado régimen, al amparo de la normativa vi-
gente, dada por la Ley N° 17.555 de 18 de setiembre de 2002 (Ley de
Reactivación Económica) y su Decreto Reglamentario N° 442/002 de 28
de setiembre del mismo año.

II) Que según lo informado por los servicios técnicos y jurídicos de la
Dirección Nacional de Hidrografía del Ministerio de Transporte y Obras
Públicas, la planta del producto denominado "Surimi" se proyecta ubicar
en el predio lindero a la planta procesadora de anchoita (concesión a
DELSIMAR S.A.), dentro del predio del puerto de La Paloma, ocupando
un área estimada de 6.000 m2, en tanto que la fábrica de harina de aceite y
de pescado -que originalmente se propuso ubicar en el mismo lugar que la
planta de procesamiento de surimi- finalmente se proyecta instalar, según
comunicación de la firma de 11 de octubre de 2005, en un predio que sería
cedido por la Intendencia Municipal de Rocha, en ruta 15, km. 19.

III) Que los citados servicios indicaron que, como resultado del aná-
lisis de la propuesta, la misma cumple con los requisitos establecidos en
los artículos 7 y 8 del referido Decreto, en lo que hace al proyecto sobre
la Planta de Surimi. Dichos servicios expresaron además, que, de declara-
rse de interés la iniciativa privada por parte del Poder Ejecutivo, y una
vez completados los Estudios de Factibilidad de cargo de la promotora
privada, corresponde se realice el procedimiento competitivo para la
concesión del predio solicitado, el cual integra el dominio público y
el scal portuario, de acuerdo a lo dispuesto en los artículos 43 y siguien-
tes del Decreto N° 412/992 de 1° de setiembre de 1992.

CONSIDERANDO: que el Departamento Letrada del Ministerio
de Transporte y Obras Públicas, por informe N° 810/05 de 21 de no-

viembre de 2005, se expidió en sentido conteste con lo informado por
los servicios de la Dirección Nacional de Hidrografía, considerando que
están dadas las condiciones técnicas y legales para aceptación de la
Iniciativa Privada presentada.

ATENTO: a lo dispuesto por la Ley N° 17.555 de 18 de setiembre
de 2002 (Ley de Reactivación Económica), Decreto Reglamentario N°
442/002 de 28 de setiembre del mismo año, así como normas concordantes.

EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA

RESUELVE:

1°.- Aceptase la propuesta de la firma ARTEVA S.A. solicitando la
aprobación del Procedimiento de Iniciativa Privada sobre la construc-
ción y puesta en funcionamiento de una "Planta Procesadora de Surimi
y una Fábrica de Harina y Aceite de Pescado" en el Parque Industrial de
La Paloma, y en Ruta 15, km. 19, departamento de Rocha.

2°.- Establécese que la aceptación de la presente propuesta es sin
perjuicio de la tramitación por parte de la firma peticionante, de las
gestiones que correspondan ante la Intendencia Municipal de Rocha y
demás Organismos Públicos competentes, según los requisitos dados
por la normativa vigente en la materia, cuyo resumen luce a fojas 207 de
obrados, y en particular, en lo referido a la instalación de la fábrica de
harina y aceite de pescado en predios de propiedad municipal.

3°.- Comuníquese, publíquese en el Diario Oficial y vuelva a la Di-
rección Nacional de Hidrografía para notificación de la empresa intere-
sada, contralor en los plazos y requerimientos técnico - legales de la
etapa subsiguiente, y demás efectos.

**Dr. TABARE VAZQUEZ, Presidente de la República; VICTOR
ROSSI.**

MINISTERIO DE INDUSTRIA, ENERGIA Y
MINERIA

11

Resolución 120/006

**Autorízase la transferencia de la titularidad de acciones de la
"Sociedad Televisora Larrañaga S.A." titular del Canal 12 de
TV de Montevideo.
(233*R)**

MINISTERIO DE INDUSTRIA, ENERGIA Y MINERIA

Montevideo, 6 de Febrero de 2006

VISTO: la gestión promovida por la Unidad Reguladora de Servi-
cios de Comunicaciones, por la cual se solicita la transferencia de la
titularidad de las acciones de la Empresa "Sociedad Televisora Larrañaga
S.A.", pertenecientes a la señora Elena María SCHECK DEVOTO, a
favor del señor Adolfo CARDOSO GUANI.-

RESULTANDO: I) que la señora Elena María Scheck Devoto de
García por documento privado de Compraventa de Acciones, suscrito el
30 de diciembre de 2004, enajenó por título compraventa y modo tradi-
ción a favor del Ingeniero Adolfo Cardoso Guani acciones de "Sociedad
Televisora Larrañaga S.A.";

II) que en dicho documento el comprador adquirió 107.100 acciones
de \$ 1 cada una descriptas: del título 32 - de la acción 1.458.024 a la
acción 1.565.123 de la serie A 32, las que representan el 0,5% - del
capital de la sociedad.

CONSIDERANDO: I) que el señor Adolfo Cardoso Guani acredita
los requisitos previstos por el artículo 8 del decreto 734/978 de fecha 30
de diciembre de 1978;

II) que no existen inconvenientes en acceder a lo solicitado.

ATENTO: a lo precedentemente expuesto, a lo dispuesto por la Ley
17.296 de fecha 21 de febrero de 2001, por los Decretos 734/978 de 20
de diciembre de 1978, 155/005 del 9 de mayo de 2005, a lo informado
por la Unidad Reguladora de Servicios de Comunicaciones y la Asesoría
Jurídica del Ministerio de Industria, Energía y Minería.